LUNDI 8 JUILLET 2024. | N° 23979. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

Le Nouveau Front populaire crée la surprise en devenant la première force à l'Assemblée nationale devant la coalition macroniste. Le RN n'obtient pas les scores qu'il espérait. **P. 2**

L'ESPOIR RENAÎT

FRED GARCIA SANCHEZ, D'APRÈS HOKUSAI

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD

M 00110 - 708 - F: 2,70 €

lanzarotecaliente.com

l'Humanité
LUNDI 8 JUILLET 2024.

Le Nouveau Front populaire crée la surprise

ÉLECTIONS L'alliance de gauche est arrivée en tête des législatives, dimanche soir, écartant la menace de l'extrême droite et s'imposant comme la première alternative au macronisme. La question de l'exercice du pouvoir, faute de majorité absolue, reste cependant entière.

Une « *grenade dégoupillée* », s'amusait Emmanuel Macron, au moment de commenter sa décision irresponsable de dissoudre l'Assemblée nationale. On ne saurait mieux dire, vu la campagne des élections législatives anticipées que la France vient de vivre, et ses résultats qui laissent apparaître un pays plus fragmenté que jamais. En annonçant une dissolution surprise au soir même du score historique obtenu par le Rassemblement national (RN) lors des européennes, le 9 juin, le président de la République a délibérément placé les lepénistes dans les meilleures dispositions possible. De 4 millions de voix au premier tour des législatives de 2022, ils sont passés à 10 millions de voix cette année, et étaient donnés grands favoris pour obtenir pour la toute première fois de notre histoire électorale une majorité au Palais Bourbon.

DE NOMBREUX RASSEMBLEMENTS SUR LES PLACES

Fort heureusement, le sens des responsabilités de la gauche, qui s'est unie à travers le Nouveau Front populaire (NFP), rassemblant socialistes, communistes, écologistes et insoumis, en plus de s'étendre aux syndicats, aux associations et aux ONG face à l'ampleur de la menace, est parvenu à éviter que le RN obtienne une majorité des sièges à l'Assemblée, ce qui lui aurait permis de précipiter le pays dans le mur et d'abîmer comme jamais la République. Mieux : à l'issue de ces élections législatives, les plus indécises et les plus importantes de l'histoire de la Ve République, il apparaît que la gauche arrive en tête, forte de l'espoir qu'elle a fait naître, alors même qu'elle a dû s'organiser dans l'urgence. Les 67 % de participation, soit le plus haut taux depuis 1981, montrent que les citoyens de ce pays ont voulu redresser la tête. Ils ont été très nombreux, dimanche soir, à se rassembler sur les places du pays pour dire leur joie et leur soulagement.

Le premier ministre Gabriel Attal a annoncé qu'il remettra sa démission ce lundi matin.

Avec 187 à 198 députés NFP élus (auxquels il faut ajouter 8 à 10 élus divers gauche), selon les estimations de l'Ifop à 21 h 20, la gauche s'impose à la fois comme principale force politique dans l'Hémicycle et comme principale alternative à l'extrême droite et à la Macronie. Le RN serait en passe de faire élire 135 à 143 députés. Les troupes présidentielles, avec 161 à 169 députés élus, apparaissent comme les premières victimes de ce scrutin. Emmanuel Macron, à force de jouer à la roulette russe et de tenter des coups de poker dangereux et invraisemblables, a fini par se prendre les pieds dans l'épais tapis de l'Élysée. Le premier ministre Gabriel Attal a annoncé qu'il remettra sa démission ce lundi matin. Le rôle des députés macronistes sera néanmoins déterminant : laisseront-ils le NFP gouverner, en assumant et reconnaissant leur défaite, ou pèseront-ils de toutes leurs forces pour mener le pays vers l'instabilité, au risque de voir le RN prospérer et récolter les fruits en 2027 ? Plusieurs questions restent en suspens. Qui sera premier ministre ? Quelles mesures sociales pourra arracher la gauche dans cette Chambre où trois blocs se maintiennent et se toisent ? Une coalition des députés hostiles à l'extrême droite peut-elle se bâtir ? Mais à quel prix vis-à-vis du NFP ? Les députés LR (63 élus) vont-ils venir prêter main-forte au RN, afin de réclamer la mise en place d'un gouvernement d'union des droites, ou s'allieront-ils aux macronistes ? Que va faire Emmanuel Macron, adepte de cabrioles et de coups institutionnels, passé expert dans l'exhumation d'articles de la Constitution lui permettant de tordre les bras à notre démocratie ?

Les répercussions de la dissolution et du vote d'hier sont encore pour beaucoup imprévisibles. De fait, aucun bloc ne s'impose clairement loin devant les autres et de nombreux scénarios restent sur la table. Peut-être même que

ELLES ET ILS ONT DIT

FABIEN ROUSSEL
Secrétaire national du PCF
« Ce 7 juillet restera dans l'histoire. Depuis des semaines, les médias annonçaient l'arrivée inexorable d'une majorité absolue du RN. Les Françaises, les Français dans la diversité de leur vote ont déjoué ce scénario. C'est le Nouveau Front populaire qui arrive en tête. Je voudrais remercier les millions d'électeurs qui ont mis toute leur énergie pour empêcher un désastre démocratique. Nos concitoyens ont rejeté le chemin de l'imposture sociale et ont fait le choix de l'espoir et de la construction de jours meilleurs. Cette progression de l'extrême droite s'exprime par la libération de la parole raciste, antisémite et xénophobe. Nous devons rester vigilants. Le président de la République est défait. Les électrices et électeurs ont sanctionné une politique dévouée aux intérêts des marchés financiers. La gauche et les écologistes rassemblés au sein du Nouveau Front populaire ont été les principaux artisans du sursaut républicain. Nous sommes en capacité de gouverner et de répondre aux aspirations de nos concitoyens. Notre pays entre dans une nouvelle période. »

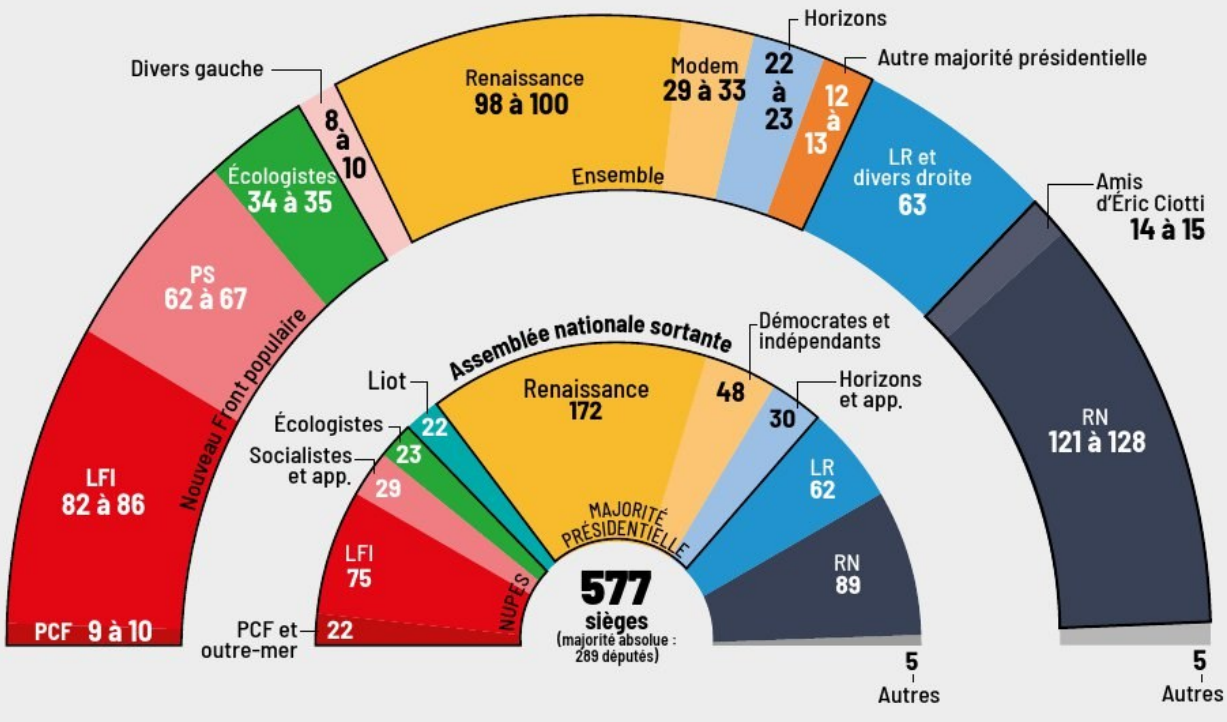
MARINE TONDELIER
Secrétaire nationale des Écologistes
« La justice sociale a gagné. Ce soir, la justice environnementale a gagné et, ce soir, le peuple a gagné. Pourquoi ? Parce qu'il le fallait, tout simplement. Parce que laisser notre nation aux mains de l'extrême droite sans jeter toutes nos forces dans la bataille n'était clairement pas une option pour nous. Et nous n'étions pas les seuls dans ce cas. Alors, merci. C'est aux électrices et aux électeurs que le mérite revient. Ils ont rarement, dans l'histoire de notre pays, été aussi nombreuses et aussi nombreux à se passionner pour une élection. »

SOPHIE BINET
Secrétaire générale de la CGT
« C'est une victoire incroyable. La République et la démocratie ont

ESTIMATIONS À 23 HEURES

En nombre de sièges

Source : Ifop, ministère de l'Intérieur



la « clarification » attendue par le président n'interviendra qu'en 2027. En attendant, la gauche a plus que jamais du pain sur la planche, qu'elle se retrouve aux manettes ou non. D'abord, parce que l'extrême droite n'a jamais été aussi forte depuis la Libération. Elle obtient des scores considérables dans tout le pays. Elle fait élire des députés inconnus, incapables de défendre un programme autre qu'une diabolisation de l'immigration, le tout alors même que des dizaines de candidats RN ont été épinglés pour des propos homophobes, sexistes, racistes et antisémites. Durant cette campagne, la parole raciste s'est libérée comme rarement. Les insultes et les menaces envers une multitude de citoyens de notre pays, dès lors qu'ils n'ont pas la peau blanche, ont explosé. Le RN a distillé en France le poison du ressentiment et de la haine. Il entend prospérer sur ce terreau et espère l'emporter en 2027. Le résultat de ce dimanche montre cependant que l'ascension du clan Le Pen n'a rien d'irrésistible. Il montre à la fois que le barrage à l'extrême droite fonctionne encore dans notre pays. Il montre aussi que la gauche peut incarner ce barrage, elle qui détient les seules propositions permettant d'améliorer la vie de nos concitoyens : hausse du Smic, indexation des salaires sur l'inflation, gel des prix, abrogation de la réforme des retraites et investissement massif dans les services publics au service de tous.

« *Pile on gagne, face ils perdent* », ne cessait de répéter, ces derniers jours, l'entourage de Marine Le Pen, puisque l'extrême droite était de fait la seule famille politique qui n'avait rien à perdre. Elle progresse de fait, signe que la gravité de la situation n'est pas à mésestimer. La campagne s'achève, mais le débat public en cours est loin d'être terminé. Jordan Bardella, s'il a reconnu sa défaite, souligne que le RN « *double son nombre de députés* » et réunit les « *éléments constitutifs de sa victoire de demain* ».

UNE SITUATION INÉDITE DANS LA Ve RÉPUBLIQUE

La gauche, elle, a souligné le sursaut historique qui s'est fait jour dans le pays, alors même qu'une grande partie des médias et de la Macronie n'a eu de cesse de la diaboliser. « *Ce 7 juillet rentrera dans l'histoire. Les Français ont déjoué le scénario annoncé. Je suis fier de notre peuple. Répondons à ses aspirations. Il y a urgence* », s'est enthousiasmé le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel. « *La volonté du peuple doit être strictement respectée. Aucun subterfuge ne serait acceptable. La défaite du président de la République est clairement confirmée. Il doit s'incliner et admettre cette défaite sans tenter de la contourner de quelque façon que ce soit. Il a le devoir d'appeler le Nouveau Front populaire à gouverner. Celui-ci y est prêt. Le Nouveau Front populaire appliquera son programme, rien que ce programme mais tout son programme* », a déclaré Jean-Luc Mélenchon. « *Ce vote a permis d'éviter le pire, il doit ouvrir une véritable refondation. Il doit y avoir un avant et un après-7 juillet. Nous ne nous prêterons à aucune coalition des contraires qui viendrait trahir le vote des Français et prolonger les politiques macronistes. Nous avons une seule boussole : celle du programme du Nouveau Front populaire* », a également affirmé Olivier Faure, premier secrétaire du PS. Clémentine Autain, députée FI, a appelé à se réunir ce lundi pour proposer un premier ministre. Et Marine Tondelier, secrétaire nationale des Écologistes, a célébré une « *victoire de la démocratie* ». « *Ce soir, la justice sociale a gagné. Ce soir, la justice environnementale a gagné. Ce soir, le peuple a gagné. Et ça ne fait que commencer ! Nous avons gagné et nous allons gouverner* », a-t-elle insisté. Le pays se retrouve dans une situation inédite dans l'histoire de la Ve République. Un nouveau défi à relever pour la gauche, qui a déjà montré qu'elle savait surprendre et déjouer les pronostics. ■

AURÉLIEN SOUCHEYRE

> « Nous avons une seule boussole : celle du programme du NFP. »
>
> OLIVIER FAURE, PREMIER SECRÉTAIRE DU PS

GRAPHIE L'HUMANITÉ

gagné face à l'extrême droite malgré le chaos créé par Macron. Il faut du changement dans nos vies : abrogation de la réforme des retraites, hausse des salaires et des pensions. On lâche rien. »

JEAN-LUC MÉLENCHON
Fondateur de la France insoumise

« Un magnifique élan de mobilisation civique s'est affirmé. Le RN est loin d'avoir la majorité absolue. Notre peuple a voté en conscience. Il a clairement écarté la solution du pire pour lui. La volonté du peuple doit être respectée. Aucun subterfuge ne serait acceptable : en effet, les leçons du vote sont sans appel, la défaite du président de la République et de sa coalition est clairement confirmée. Le président doit s'incliner et admettre sa défaite sans tenter de la contourner de quelque façon que ce soit. Le premier ministre doit s'en aller. Le Nouveau Front populaire doit gouverner. Il appliquera son programme. Rien que son programme, mais tout son programme. »

RAPHAËL GLUCKSMANN
Député européen
Place publique-PS

« Les électeurs ont fait un effort pour barrer la route au RN. Il faut leur dire merci. Ils ont sauvé cette France humaniste. Des gens de gauche ont voté pour des candidats de droite et inversement. Cela nous oblige. Il n'y a pas de majorité absolue. Oui, nous sommes en tête, mais dans une Assemblée divisée. Il faut accepter que l'Assemblée nationale devienne le cœur du pouvoir. »

MARYLISE LÉON
Secrétaire générale de la CFDT

« Merci, merci, merci ! Grâce à la mobilisation de toutes et tous, nous avons évité le pire. Le prochain gouvernement devra associer tous les acteurs de la société civile pour entendre enfin les vraies préoccupations des citoyens et changer la vie de toutes et tous ! » ■

l'Humanité
LUNDI 8 JUILLET 2024.

NOUVEAU FRONT POPULAIRE

L'élan populaire place la gauche en tête

La gauche unie a su déjouer les pronostics pour se placer comme le premier bloc à l'Assemblée nationale. Elle obtiendrait entre 187 et 198 députés, selon de premières estimations. Un score qui pourrait la conduire à former un gouvernement progressiste.

Au soir des élections européennes, peu auraient parié sur ce scénario alors que la vague brune venait de déferler sur le pays. Pas même les plus optimistes des responsables de la gauche. Et pourtant, le Nouveau Front populaire (NFP) résiste. Mieux, il progresse au point de devenir le premier bloc parlementaire de l'Assemblée nationale. Une majorité relative largement insuffisante pour gouverner seul. La gauche unie récolterait entre 187 et 198 députés, devant la coalition présidentielle (entre 161 et 169 sièges), le Rassemblement national (entre 135 et 143 sièges) et les Républicains (63 sièges), selon l'Ifop à 22 heures. En juin 2022, la Nupes – qui réunissait FI, PS, EELV et PCF – avait gagné 151 sièges. Au-delà de ce résultat, la gauche a montré qu'elle était au rendez-vous pour sauver la République des mains du RN en réanimant le barrage républicain.

« *Ce 7 juillet rentrera dans l'Histoire. Les Français ont déjoué le scénario annoncé. Je suis fier de notre peuple. Répondons à ses aspirations. Il y a urgence !* » s'est réjoui Fabien Roussel, secrétaire national du PCF. « *J'aimerais remercier les Français qui ont fait un effort pour barrer la route à une menace existentielle pour notre pays,* a salué Raphaël Glucksmann (Place publique). *Il va falloir accepter que l'Assemblée nationale devienne le cœur du pouvoir. On a mis fin au jupitérisme de la Ve République.* » « *C'est un immense soulagement pour une écrasante majorité de personnes dans notre pays. Ces personnes se sont senties menacées. Désormais, qu'elles se rassurent : elles ont gagné. (…) La volonté du peuple doit dorénavant être strictement respectée. Le président doit s'incliner et admettre cette défaite sans tenter de la contourner* », a appelé l'insoumis

Olivier Faure, Fabien Roussel, Marine Tondelier et Jean-Luc Mélenchon, lors de leur prise de parole respective, dimanche. S. DE SAKUTIN/AFP ; E. DUNAND/AFP ; A. JOCARD/AFP ; S. AL-DOUMY/AFP

Jean-Luc Mélenchon. Des résultats qui indiquent, d'après la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier, que *« ce soir, la justice sociale a gagné, la justice environnementale a gagné, le peuple a gagné. »*

La gauche gagnerait donc environ 50 députés supplémentaires. D'après les projections de l'institut Ifop à 22 heures, la France insoumise disposerait du plus gros groupe à gauche, avec une fourchette de 82 à 86 sièges. Viennent ensuite les socialistes (entre 62 et 67), les écologistes (34 à 35) et les communistes (9 à 10). Les députés ont jusqu'au jeudi 11 juillet, 18 heures, pour constituer les groupes. La plupart des cadres du NFP reviennent donc à l'Assemblée nationale, comme Boris Vallaud et Philippe Brun (PS), André Chassaigne, Nicolas Sansu et Jean-Paul Lecoq (PCF), Marie Pochon et Delphine Batho (les Écologistes), Mathilde Hignet et Manon Meunier (FI) ou encore François Ruffin. Ils seront rejoints, sur leurs bancs, par d'autres nouveaux élus, tels que l'écologiste Benoît Biteau. Et même des anciens sur le retour comme l'ancien président de la République François Hollande ou l'ancienne ministre écologiste Dominique Voynet.

PREMIER BLOC À L'ASSEMBLÉE EN SITUATION DE GOUVERNER

À situation inédite, réponse inédite. En l'espace de quatre jours et alors qu'Emmanuel Macron avait parié sur sa désunion, la gauche a su, au lendemain de la dissolution de l'Assemblée nationale, construire une barricade pour empêcher l'extrême droite d'atteindre le pouvoir. Objectif réussi malgré l'infâme campagne de diabolisation à son encontre, notamment avec les accusations d'antisémitisme.

Mais quelles suites à cette alliance ? L'ensemble des formations ont, certes, signé une base programmatique commune. Les partis ont, certes, entendu la volonté d'union du peuple de gauche. Que restera-t-il de ce Nouveau Front populaire ? Difficile d'imaginer cette coalition tenir jusqu'en 2027 dans le périmètre actuel – de Philippe Poutou à François Hollande – tant la campagne fut parfois houleuse, entre les non-investitures de députés frondeurs sortants par la France insoumise, la course pour savoir qui pourrait être le premier ministre de la gauche et les interrogations quant au rôle de Jean-Luc Mélenchon, etc. Jusqu'au départ de François Ruffin de la France insoumise, annoncé vendredi, en raison de *« profonds désaccords »*.

> « Les Français ont déjoué le scénario annoncé. Je suis fier de notre peuple. »
>
> FABIEN ROUSSEL, SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF

L'unité n'a pas fini d'être mise à rude épreuve. Ne serait-ce que par les ambitions des uns et des autres pour la présidentielle 2027. Mais la gauche se retrouve en situation de gouverner. Selon le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, il ne pourra y avoir *« aucune coalition des contraires qui viendrait trahir le vote des Français »*, c'est-à-dire qu'il exclut tout gouvernement d'union nationale allant des communistes à la droite comme il en avait été question lors de l'entre-deux-tours. Il ne peut y avoir *« qu'une seule boussole, le programme du Nouveau Front populaire »*, rappelle-t-il. Qui entrera à Matignon si la gauche accepte le défi malgré sa majorité relative ? Le NFP n'avait pas tranché cette question lors des négociations pour l'union, renvoyant au résultat des urnes cette décision. Jean-Luc Mélenchon, François Ruffin, Boris Vallaud ou encore Marine Tondelier sont régulièrement cités comme premiers ministrables sans qu'aucun nom ne s'impose. *« Nous avons des discussions à avoir*, rappelle l'insoumise Clémence Guetté. *Il y a plein de remplaçants possibles* (à Gabriel Attal). » S'ouvre donc désormais une nouvelle séquence de négociations au sein du Nouveau Front populaire.

EMILIO MESLET

PARTI COMMUNISTE

En difficulté, le PCF sauve des députés

« Les Français ont déjoué le scénario annoncé », s'est félicité Fabien Roussel. Le PCF sauve plusieurs de ses députés sortants, après un premier tour qui s'avérait difficile. Il obtiendrait 9 à 10 sièges, selon l'Ifop. Le président sortant du groupe GDR, André Chassaigne, est ainsi réélu face au RN. Au premier tour, il était arrivé en tête avec 37,7 % des suffrages, contre 37,02 % pour l'extrême droite.

En Seine-Maritime, Sébastien Jumel a été battu. Le député communiste sortant était arrivé second le 30 juin, à 34,5 %, contre 44,91 % pour le RN.

Sur une autre circonscription difficile, Pierre Dharréville perd également son siège dans les Bouches-du-Rhône face à l'extrême droite.

Au Havre en revanche, le communiste Jean-Paul Lecoq est réélu. Il était en ballottage favorable à l'issue du premier tour. Édouard Bénard, à Saint-Étienne-du-Rouvray, est lui aussi réélu. Nicolas Sansu, dans le Cher, conserve son siège.

Dans l'Allier, le sortant Yannick Monnet retrouve le Palais-Bourbon. Autres bonnes nouvelles pour le PCF, la communiste Soumya Bourouaha remporte une victoire en Seine-Saint-Denis, tandis qu'Emmanuel Maurel (GRS) est élu dans le Val-d'Oise.

DIEGO CHAUVET

LA FRANCE INSOUMISE

Forte dans les métropoles, la FI résiste ailleurs

La France insoumise devait, à l'heure où nous écrivons ses lignes, augmenter son groupe composé de 75 élus en 2022, avec une fourchette de 82 à 86 sièges. En se reposant principalement sur les grandes zones urbaines mais aussi en résistant dans des circonscriptions comportant des territoires ruraux et post-industriels, comme Alma Dufour (Seine-Maritime), Karen Erodi (Tarn) ou François Ruffin (Somme) qui, lui, ne siégera plus à la FI. C'est aussi le cas de nombreux sortants, comme Alexis Corbière, Danielle Simonnet, voire probablement Christophe Bex, Hendrik Davi ou Clémentine Autain.

Ces remous vont agiter la FI ces prochains jours, mais le mouvement devrait garder le premier groupe de gauche à l'Assemblée. À 20 heures, Jean-Luc Mélenchon a annoncé : *« Le Nouveau Front populaire appliquera son programme, rien que son programme mais tout son programme. »* En prenant la parole très rapidement après l'annonce des résultats et avec un discours quasi triomphal, Jean-Luc Mélenchon a aussi voulu se positionner comme un potentiel leader de la gauche pour les mois à venir. L'idée qu'il soit nommé premier ministre, ce que le reste des forces de gauche a refusé ces dernières semaines, faisait déjà jaser à 20 heures.

FLORENT LE DU

PARTI SOCIALISTE

Deuxième force du NFP, le PS en nette progression

Au lendemain des législatives de 2022, le Parti socialiste s'en sortait avec un bien maigre butin : 31 sièges. Bien loin des 295 obtenus en 2012 à la suite de l'élection de François Hollande. En 2024, dans le sillage des 13,8 % des suffrages obtenus aux élections européennes par la liste de Raphaël Glucksmann et après s'être offert plus de 80 seconds tours lors des législatives anticipées, le PS devrait voir les effectifs de son groupe parlementaire doubler, soit une estimation entre 62 et 67 députés, selon l'Ifop. Après l'élection au premier tour de cinq de ses candidats, dont Emmanuel Grégoire dans la 7e circonscription de Paris, les socialistes ont vu certaines de leurs figures réélues : Boris Vallaud, dans les Landes, Dominique Potier, en Meurthe-et-Moselle ou Philippe Brun, dans l'Eure. D'autres font leur retour au Parlement, comme l'ancien président de la République François Hollande, en Corrèze. Et une défaite d'ampleur, celle de Valérie Rabault, dans le Tarn-et-Garonne. *« Nous ne nous prêterons à aucune coalition des contraires qui viendrait trahir le vote des Français et prolonger les politiques macronistes*, a tenu à préciser Olivier Faure à la suite de la proclamation des résultats. *Le NFP doit prendre en main cette nouvelle page de notre histoire. »*

ANTHONY CORTES

LES ÉCOLOGISTES

Les Verts sortent renforcés et requinqués

Côté écologistes la satisfaction était visible sur les visages. Le soulagement palpable. Les Écologistes, qui comptaient 21 élus dans l'Assemblée sortante, devraient considérablement renforcer leur présence. Selon les premières projections, le parti pourrait ainsi tabler sur une fourchette de 34 à 35 sièges, grâce aux victoires de Dominique Voynet, Marie Pochon, Delphine Batho et Benoît Biteau. Dans son discours, la secrétaire nationale, Marine Tondelier, qui a commencé par faire applaudir les militants, a salué une victoire collective qu'elle a intimement liée à l'union. *« Nous avons été à la hauteur, collectivement (…). C'est l'espoir immense créé par le NFP qui est le fait majeur de cette élection, qui est né ici dans ces locaux »*, rappelant le rôle moteur joué par les Écologistes. Marine Tondelier a évacué le débat sur un éventuel premier-ministrable : *« On reste calme, solide sur nos appuis et sur nos valeurs, (…) déterminé à mettre en place notre programme de rupture. Ce soir, c'est le temps du collectif. Que ça plaise à l'extrême droite ou non, nous allons réparer cette France. »* Les Écologistes, qui présentaient des candidats dans 92 circonscriptions au premier tour, avaient appelé ses candidats les moins bien placés à se retirer en cas de triangulaire.

LINA SANKARI

l'Humanité
LUNDI 8 JUILLET 2024.

Jordan Bardella au QG du parti lepéniste, dimanche soir. KEVIN COOMBS/ REUTERS

RASSEMBLEMENT NATIONAL

La vague brune s'écrase sur la République

Le barrage républicain et la mobilisation de la gauche ont fonctionné. Le RN et ses alliés sont battus, mais en forte progression. La France échappe à une arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Mais celle-ci prépare déjà 2027.

Un sentiment mêlé, entre soulagement et nausée. Certes, tout ce que la France compte de citoyens attachés à la démocratie a barré la route à un gouvernement d'extrême droite. Mais pour la première fois dans toute l'histoire de la République, celle-ci est en mesure de constituer un groupe de 123 à 128 élus à l'Assemblée nationale, selon les chiffres de l'Ifop à 21 h 20. C'est dire si le scrutin de ce dimanche 7 juillet est historique à plus d'un titre. Avec ce résultat, le Rassemblement national et ses alliés venus des LR tendance Éric Ciotti – qui obtiendrait entre 12 et 15 sièges – opèrent une entrée en force jamais vue dans l'Hémicycle. *« Il y a deux ans, on était seulement six »*, soufflait Marine Le Pen le 4 juillet, évoquant les députés RN entre 2017 et 2022. Ce dimanche soir, les prises de parole se sont fait attendre au RN, dont l'état-major était réuni au parc floral de Paris. Les mines étaient déconfites, mais le parti à la flamme poursuit son ascension. *« Notre victoire n'est que différée »*, a martelé Marine Le Pen. Le RN a fait *« la percée la plus importante de toute son histoire »*, exhortait Jordan Bardella, qui a attendu 20 h 30 pour réagir. En se plaignant comme à son habitude d'une élection volée par des *« arrangements électoraux entre un président isolé et une extrême gauche incendiaire (…) qui privent les Français d'une politique de redressement »*. Sébastien Chenu, vice-président du RN, affirmait, lui, *« ne pas être déçu puisque nous allons doubler notre nombre d'élus »*.

DEUX ÉLUS DANS DES TERRITOIRES SYMBOLIQUES : MAYOTTE ET LA RÉUNION

En deux ans seulement, l'extrême droite est donc passée de six députés à plus de 120, après une première brèche ouverte en 2022 et l'irruption de 90 élus. Un score qui avait déjà provoqué la stupeur générale et empêché Emmanuel Macron d'obtenir une majorité absolue après sa réélection. Un événement politique d'ampleur dont la dissolution du 9 juin est la conséquence : le chef de l'État a justifié sa décision par la menace d'une motion de censure. Au risque de dérouler le tapis rouge au RN, qui n'attendait que ça, fort de ses récents succès électoraux, nourris notamment par un fort rejet du président de la République et un discours anti-immigrés d'une violence saisissante.

Des dizaines de candidats aux propos racistes, antisémites, sexistes et homophobes vont donc siéger au Palais Bourbon. Malgré les alertes sur le thème des *« brebis galeuses »*, terme employé par Jordan Bardella lui-même, la montée en puissance de l'extrême droite se poursuit. Plus de quarante candidats du RN ont purement et simplement refusé tout débat dans l'entre-deux tours, une consigne de la direction du parti pour *« ne pas trop s'exposer »* et révéler leur inanité. Le front républicain, qualifié de *« magouilles »* et *« d'alliance du déshonneur »* par Marine Le Pen, a néanmoins fonctionné, puisqu'il empêche le RN d'obtenir une majorité qui lui semblait promise au soir du premier tour.

> « Si nous n'avons pas la majorité absolue, on peut attendre trois ans. »
> PHILIPPE OLIVIER, CONSEILLER SPÉCIAL DE MARINE LE PEN

L'alliance du RN et de ses alliés satellites venus de LR et de Reconquête dans le sillage de Marion Maréchal a été rebaptisée « Union nationale ». Au 1er tour, le RN obtenait 29,26 % des suffrages auxquels il faut ajouter les 3,96 % des LR-Ciotti. Ce dimanche, le RN obtient également deux élus dans des territoires symboliques : Mayotte et La Réunion, où Anchya Bamana et Joseph Rivière l'ont emporté. Là encore, le résultat est historique, puisqu'il s'agit des premiers députés RN ultramarins, et témoigne d'un enracinement de l'extrême droite dans des territoires historiquement rétifs à sa dialectique d'exclusion.

BARDELLA N'EST PAS EN MESURE DE CONSTITUER UN GOUVERNEMENT

Les zones de force du parti se confirment, notamment dans le nord, l'est et le sud-est de la France. Malgré l'élection d'une soixantaine de députés de droite, dont certains étaient susceptibles de s'arrimer au RN en cas de majorité, Jordan Bardella n'est donc pas en mesure de constituer un gouvernement, mais assurait que *« le RN va poursuivre son travail pour l'alternance »*. L'état-major du parti à la flamme fourbit déjà ses armes pour l'élection que Marine Le Pen a toujours visée pour dérouler son programme autoritaire : la présidentielle. *« Si nous n'avons pas la majorité absolue, on peut attendre trois ans. Nous aurons 450 députés et la présidence de la République »*, pense déjà Philippe Olivier, le conseiller spécial de Marine Le Pen. 2027 débute aujourd'hui.

BENJAMIN KÖNIG

MINORITÉ PRÉSIDENTIELLE

La Macronie, poil à gratter de la gauche

Avec une fourchette de 164 à 171 sièges, le bloc macroniste bascule dans l'opposition. Mais il pourrait former une nouvelle majorité relative avec LR ou, au moins, jouer un rôle pivot dans l'Hémicycle.

Les députés macronistes, élus il y a sept ans dans l'unique but de fournir une majorité à Emmanuel Macron, vont-ils goûter pour la première fois aux bancs de l'opposition ? En 2017, l'étiquette En Marche suffisait à faire élire n'importe qui. Cinq ans après, en 2022, la majorité est devenue relative - mais c'était toujours la majorité. En 2024, que devient une alliance de gouvernement quand le gouvernement semble hors de portée ? C'est à ce saut dans l'inconnu qu'est convié ce dimanche soir Ensemble, la coalition du président de la République. Avec une fourchette de 164 à 171 sièges (estimation Ifop à 21 h 30), elle n'était plus en mesure de revendiquer seule la majorité, fût-elle relative.

LE BLOC CENTRAL A SURVÉCU

Mais, malgré l'échec évident d'Emmanuel Macron et un affaiblissement conséquent, le bloc central a survécu. 164 à 171 sièges, ce n'est pas une disparition, tant s'en faut. Avec une soixantaine de députés LR, cela pourrait même suffire à constituer une nouvelle majorité libérale-conservatrice (LR a exclu toute alliance pour le moment). Dans une configuration où la gauche serait au gouvernement, cela devrait lui permettre, tout de même, d'occuper un rôle essentiel de pivot entre le bloc de gauche et celui du Rassemblement national, basculant de la majorité à l'opposition en fonction des textes.

Pour la troisième fois en sept ans, c'est en grande partie aux électeurs de gauche, qu'ils auront pourtant copieusement méprisé, à travers leurs réformes comme leurs discours, que les députés macronistes doivent leur survie en nombre dans l'Hémicycle. Des ministres ou anciens membres du gouvernement sauvegardent ainsi leurs sièges : Gérald Darmanin, Agnès Pannier-Runacher, Élisabeth Borne… En tout, 135 candidats Ensemble étaient engagés, lors de ce second tour, dans des duels contre le RN, dans l'écrasante majorité des cas après un désistement du candidat Nouveau Front populaire.

Une situation d'autant plus ironique que les macronistes, jamais les derniers pour distribuer des brevets en « républicanisme », ont, eux, davantage tergiverser quand il s'est agi de se désister à leur tour pour appeler à voter à gauche contre le RN. 82 se sont finalement retirés de la course, dont plusieurs ministres dont il faut saluer le sens des responsabilités, parmi lesquels Fadila Khattabi ou Sabrina Agresti-Roubache. Cette dernière, qui a soutenu devant ses électeurs de Marseille qu'il *« (valait) mieux la défaite au déshonneur »*, s'est retrouvée, à Paris, lors de l'ultime Conseil des ministres de l'ère Attal, le 3 juillet, en butte aux ténors du « ni, ni » (Aurore Bergé, Bruno Le Maire…), qui renvoyaient la FI à son *« antisémitisme »* supposé.

LE SAINT PATRON PERD SON AURÉOLE

Une cacophonie des prises de position qui montre que la phase du post-macronisme est déjà engagée. Le bloc central n'étant pas rayé de la carte parlementaire, Emmanuel Macron laisse en héritage, pour la présidentielle 2027 (voire avant), un magot politique que Gabriel Attal, Bruno Le Maire ou Édouard Philippe se verraient bien revendiquer, d'autant qu'aucune structure politique stable ne permet de régler la succession. Ainsi l'on comprend la décision de l'ex-premier ministre de réclamer davantage d'autonomie pour les candidats de son parti, Horizons, lors de la campagne, tout comme son *« ni RN ni FI »* qui le démarque d'Emmanuel Macron ou de Gabriel Attal, plus flous.

À mesure que le macronisme passe du camp des gagnants à celui des perdants, le saint patron perd son auréole. Critiquer Emmanuel Macron et son entourage devient plus facile : avant même le premier tour, Bruno Le Maire est allé jusqu'à qualifier de *« cloportes »* les conseillers qui auraient soufflé au président l'idée de la dissolution. *« Cette dissolution, je ne l'ai pas souhaitée et j'ai refusé de la subir »*, a déclaré, amer, Gabriel Attal, depuis Matignon. Pour le macronisme, ce n'est que le début de la fin.

CYPRIEN CADDEO

« LES RÉPUBLICAINS »

La droite conserve son influence

La formation maintient son poids à l'Assemblée nationale à l'issue du second tour des législatives. Elle entend rester dans son rôle d'opposition face à une gauche en situation de gouverner.

Une stabilisation inespérée. Sur les 76 candidats « Les Républicains » encore présents au second tour, dont 62 sortants, le parti de droite pourrait obtenir 63 sièges avec les divers droite, selon les estimations de l'Ifop à 21 h 30. Dans le chaos qui a suivi la dissolution, la formation de droite s'était trouvée confrontée à ses divisions, rendues criantes par l'alliance d'Éric Ciotti avec le Rassemblement national. Pour la majorité des dirigeants LR, qui l'ont refusée, la nécessité d'exister sans se transformer en satellites du RN ou de la Macronie a sans doute pesé autant que les barrières idéologiques.

Dans une assemblée fractionnée, où aucune force n'obtient de majorité absolue à l'issue du second tour, mais où la gauche arrive en tête, les enjeux sont à présent bien différents pour la formation de droite, qui sauve les meubles et conserve son influence. *« Le choix de l'indépendance était le bon »*, a publié sur X la formation de droite. L'ex-président de LR, Laurent Wauquiez fait son retour dans l'Hémicycle.

SANS AMBIGUÏTÉ CONCERNANT LA FI

La position des « Républicains » était sans ambiguïté concernant la FI, qualifiée de *« danger absolu »* par le parti de droite dans un communiqué au soir du premier tour. La plupart des candidats LR en troisième position se sont maintenus, au mépris du barrage républicain. Là où le parti ne pouvait pas maintenir de candidat, il a refusé de donner des consignes de vote, alors qu'il a lui-même bénéficié de désistements des candidats du Nouveau Front populaire (NFP). Dans le Doubs, Annie Genevard, députée sortante et secrétaire générale de LR, s'est ainsi distanciée de l'appel du candidat NFP, éliminé au premier tour, à voter pour elle face au RN. *« Il peut faire les déclarations qu'il veut, je n'ai absolument rien de commun avec la FI »*, a-t-elle expliqué. LR estimait également au soir du premier tour que le RN *« n'est pas non plus la solution »*.

Entre les deux tours, Xavier Bertrand avait appelé à former un *« gouvernement provisoire »*, *« sans la FI ni le RN »*. Le parti de droite exclut à présent toute participation à une majorité. Encore faut-il que tous suivent cette ligne… Face à une gauche en situation de gouverner, LR tentera d'user de son influence, en jouant de son poids au Sénat, pour faire entrave aux avancées sociales défendues par le Nouveau Front populaire.

JESSICA STEPHAN

l'Humanité
LUNDI 8 JUILLET 2024.

Place de la République, à Paris, le 7 juillet.

GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP

« Cette France-là me rend fière »

Scènes de joie dans les rues de Paris, où la jeunesse mobilisée pour le Nouveau Front populaire célébrait dimanche soir le score inespéré de la gauche.

REPORTAGE

« *J'ose pas y croire !* » « *Ça c'est ma France !* » « *On dirait une blague, c'est trop beau, là !* » Il est vingt heures, place de la République, à Paris. Les premières estimations viennent de tomber. Sur la statue, noire de silhouettes jeunes et de visages hilares, des drapeaux s'agitent. Tricolore, rouge, palestinien. « *Première, deuxième, troisième génération, on s'en fout, on est chez nous !* » entonnent les uns. « *Et tout le monde déteste les fachos !* » chantent les autres. Dans la foule qui se masse, on s'étreint, on s'essuie les yeux. Une compagnie de danse se déplie. On drape le socle d'un immense patchwork. « *La France est un tissu de migrations* », dit la banderole.

« ON SAIT CE QUE C'EST LE RACISME »

Morgane et Laeticia n'en reviennent pas. La première est infirmière à Fleury-Mérogis. La deuxième est enseignante à Montreuil. Elles sont toutes deux martiniquaises, « *donc racisées* » disent-elles. Et femmes. « *La politique, ce n'est pas trop mon truc*, s'excuse presque Laeticia. *Mais là, on s'est toutes mobilisées.* » « *Mes parents, mes frères et mes sœurs ont tous donné des procurations avant de partir en vacances*, explique Morgane. *C'était trop important cette fois-là.* »

Nawel, elle aussi, se pince pour y croire. Habitante du Val-de-Marne, étudiante à la Sorbonne, elle est venue à République « *pour le symbole* ». Elle avait la boule au ventre. Elle espérait juste « *que le RN ne soit pas devant. Ce serait déjà ça* ». « *Des jeunes qui votent à l'extrême droite, j'en connais*, dit-elle. *Ils ne sont pas tous blancs, certains sont noirs ou arabes. Ils ne comprennent pas pourquoi le RN ne veut pas d'eux !* » Les premières estimations la soulagent, mais elle reste vigilante. « *Mes petits frères se sont déjà fait contrôler au faciès, certains ont même été frappés. On sait ce que c'est le racisme. Ça ne va pas s'arrêter comme ça.* » À ses côtés, Marwan affiche un énorme sourire. Il est encore mineur et « *franchement, ne pas pouvoir voter, ça saoule* ». De temps en temps, quand il s'ennuie, son père allume la télé. « *Il n'a pas eu de papiers pendant huit ans. Maintenant il a une carte de séjour. Je vois bien que ça le touche, tous ces amalgames, ces caricatures.* » Lui, c'est surtout sur TikTok qu'il s'informe. Nawel aussi. Sur son compte, suivi par « *pas mal de followers* », dit-elle, elle a essayé de lancer des débats. « *C'est impossible, dit-elle. Tout de suite, ça part en n'importe quoi.* » Comme Marwan, elle pense que « *ceux qui votent RN sont des gens qui ne nous connaissent pas, qui restent dans leur coin.* »

Coups de klaxons. Cris de joie. À République, la foule grossit encore. Laeticia espérait tout juste éviter le pire, elle parle d'espoir, à présent. « *Une période s'ouvre*, exulte-t-elle. *On s'est mobilisés pour le Front populaire. Faut pas qu'ils nous lâchent, maintenant !* » Elle esquisse un pas de danse. Elle dit : « *Cette France-là me rend fière.* » Elle parle de « *zouker toute la nuit* ». « *Il va falloir qu'on s'implique encore plus en politique, maintenant. Mais comment ?* » ■

ELISABETH FLEURY

ILS ET ELLES ONT DIT

IAN BROSSAT
Sénateur de Paris, porte-parole du PCF
« Un immense soulagement, une immense responsabilité. Ils nous avaient récité la chronique de la victoire annoncée du RN depuis des semaines. Morale de l'histoire : à la fin, ce sont les Français qui tranchent et qui déjouent les scénarios écrits d'avance. Merci à eux. Soyons maintenant à la hauteur des attentes. »

OLIVIER FAURE
Premier secrétaire du PS
« La France a dit non à l'arrivée du RN au pouvoir. Ce vote doit ouvrir à une véritable refondation autour de grands axes qui permettent à nouveau de faire nation. Le NFP doit prendre en main cette nouvelle page de notre histoire. Dans cette démarche nous n'aurons qu'une seule boussole, celle du programme du NFP. Je demande à ceux qui ont été désavoués à trois reprises d'annoncer clairement qu'ils reconnaissent leur défaite, et que pendant l'année qui vient ils ne mêleront jamais leurs voix à celles de l'extrême droite pour empêcher le NFP de gouverner. Le pouvoir du Parlement doit s'affirmer. »

GABRIEL ATTAL
Premier ministre sortant
« Je tiens à féliciter les 577 députés nouvellement élus. Chacun à en ses mains une part de notre souveraineté nationale. Cette dissolution, je ne l'ai pas choisie mais j'ai refusé de le subir. Mon engagement dans cette campagne était un devoir. Aucune majorité absolue ne peut être conduite par les extrêmes. Le courant politique que j'ai représenté est bel et bien vivant grâce à notre détermination. Bien que nous soyons debout, avec trois fois plus de députés que nous le prédisaient les premières estimations, fidèle à la tradition républicaine, je remettrai ma démission au président de la République. J'assumerai mon devoir aussi longtemps qu'il le faudra. Une nouvelle ère commence. Il faudra inventer quelque chose de neuf, de grand, d'utile. »

FRANÇOIS RUFFIN
Député NFP-Picardie Debout de la Somme
« Nous l'avons fait, nous l'avons emporté. En quatre semaines, nous avons remonté la pente, qui était rude. Il n'y a pas de fatalité, nous l'avons emporté. Nous l'avons fait, pas seulement ici mais aussi dans le pays. Il y a quatre semaines, nous étions dans le chagrin avec une gauche en miettes. Comme les aînés de 1936, on s'en est sorti par le haut. Ce soir, l'espoir renaît. À nous de transformer la colère en espérance et de rassembler. Nous devons gouverner avec respect, avec tendresse, pour les Françaises et pour les Français. » ■

Au Havre, Jean-Paul Lecoq défait le RN

Dans la 8e circonscription de Seine-Maritime, l'élu communiste, confronté à une puissante montée de l'extrême droite, a été reconduit avec plus de 60 % des suffrages.

TESSON/ANDIA.FR

Au premier tour, le candidat de la gauche était arrivé en deuxième position, derrière la candidate du Rassemblement national.

Harfleur, Le Havre (Seine-Maritime), envoyé spécial.

Accompagnée de sa fille, Stella sort du premier bureau de vote de la Forge, à Harfleur (Seine-Maritime), commune limitrophe du Havre. L'accompagnante d'élèves en situation de handicap (AESH) vote à chaque élection, mais cette fois, face à la vague du Rassemblement national (RN), l'enjeu est d'une autre dimension selon elle. « *Je pense à mes enfants*, explique-t-elle, *je vois ce que l'avenir pourrait leur réserver et je ne veux pas ça pour eux.* » Véronique, qui vient également de voter, se dit très « *inquiète* ». Cette psychanalyste à la retraite estime que « *les leçons de l'histoire ont été oubliées par une partie des gens, notamment les jeunes* » et considère que « *le vivre-ensemble est menacé* ». « *On est en 2024 et on en est là* », se désole-t-elle, avant de rentrer chez elle.

Au premier tour des législatives, les électeurs d'Harfleur, dans la 8e circonscription de Seine-Maritime, ont placé la candidate du RN, Isabelle Le Coz, en tête du scrutin avec 43,05 % des voix, devant le député sortant et candidat du Nouveau Front populaire (NFP), Jean-Paul Lecoq, arrivé en deuxième position avec 36,94 %. Le score du parti d'extrême droite dans cette municipalité communiste de l'estuaire de la Seine ne reflète toutefois pas les résultats globaux à l'échelle de la circonscription, dans laquelle le député PCF est arrivé en tête avec 42,81 % des votes contre 31,32 % pour la candidate lepéniste. La vague RN n'en reste pas moins forte : entre les premiers tours des législatives de 2022 et 2024, le parti de Jordan Bardella est ici passé de 4 636 à 11 855 voix.

LA BATAILLE CONTINUE AU PARLEMENT

« *Il y a une colère qui s'exprime dans les urnes* », constate la maire d'Harfleur, Christine Morel, qui tient le second bureau de vote de la Forge. L'élue, en poste à la mairie depuis 2015, craint que l'arrivée de l'extrême droite ne fasse déborder cette colère pour la transformer en haine : « *On voit déjà des agressions verbales ou physiques de personnes de couleur, qu'en sera-t-il s'ils gagnent ?* »

Ici, comme dans nombre de circonscriptions, la clé du second tour était détenue par l'électorat du candidat Horizons-Ensemble, Régis Debons, arrivé troisième dimanche 30 juin avec 21,24 %. Édouard Philippe, le maire du Havre, a apporté dans l'entre-deux-tours son soutien à Jean-Paul Lecoq, déclarant qu'il « *voterait pour un candidat communiste dimanche* ». Rien ne garantissait cependant que les électeurs suivent la consigne de vote de l'ancien premier ministre d'Emmanuel Macron.

En cas de « *regain de participation qui se traduirait par davantage de voix pour le RN, et donc la possibilité d'une majorité absolue RN* », le député sortant, Jean-Paul Lecoq, prévient déjà qu'il « *se battra* » au Parlement. Il estime par ailleurs que l'hypothèse d'un gouvernement d'union nationale, en cas de majorité relative, et auquel participerait la gauche, ne serait viable que « *si c'est pour y appliquer un vrai programme de partage des richesses* ».

« *Quoi qu'il arrive, le nombre de députés RN à l'Assemblée va augmenter* », tranche François Brisot, secrétaire général adjoint de la Confédération générale du travail (CGT) du Havre. À l'échelle de son syndicat comme dans le cadre de dynamique unitaire, le syndicaliste mène bataille localement contre le parti d'extrême droite, preuve en est le concert organisé une semaine avant le premier tour par un collectif d'associations et de syndicats avec en tête d'affiche le rappeur havrais Médine.

« *Ce que nous prépare l'extrême droite, c'est un programme de casse de la solidarité nationale et de destruction des services publics* », déplore François Brisot. Le syndicaliste fustige la vitrine « *faussement sociale* » du parti lepéniste qui, dans les faits, « *joue le jeu du patronat* » selon lui. « *On connaît les votes de l'extrême droite au Parlement*, rappelle de son côté Jean-Paul Lecoq, *le RN s'est opposé à toutes les propositions sociales d'augmentation des salaires et des retraites portées par la gauche ; un jour ou l'autre, les masques vont tomber.* »

« *L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, c'est inquiétant* », s'alarme Odile (1), retraitée, qui sort du bureau de vote n° 62, situé à l'école élémentaire Pierre-et-Marie-Curie du Havre. « *Le candidat pour qui j'ai voté ne défend pas mes idées*, ajoute-t-elle, *mais je suis quand même venue afin de faire barrage.* » À l'Assemblée comme dans les urnes, le combat contre le RN ne fait que commencer.

MAËL GALISSON

REPORTAGE

Édouard Philippe, maire du Havre, avait déclaré qu'il voterait « pour un candidat communiste ce dimanche ».

(1) Le prénom a été changé.

l'Humanité
LUNDI 8 JUILLET 2024.

Des circonscriptions à la loupe

GUADELOUPE 4e CIRCONSCRIPTION
Élie Califer (PS-NFP) : réélu
Dans la 4e circonscription de la Guadeloupe, le député sortant socialiste soutenu par le Nouveau Front populaire Élie Califer est confortablement réélu avec 71,09 % des voix. Son adversaire, Jennifer Linon (Divers centre), a été battue avec 28,91 % des suffrages.

MARTINIQUE 2e CIRCONSCRIPTION
Marcellin Nadeau (NFP) : élu
Le député sortant Marcellin Nadeau (NFP) est élu à 65,7 %, face à Yan Monplaisir (DVD), 34,3 %. Au premier tour, ils avaient obtenu respectivement 48,31 % et 27,06 % des suffrages exprimés.

GUYANE 2e CIRCONSCRIPTION
Davy Rimane (NFP) : réélu
Dans la 2e circonscription de Guyane, le député sortant Davy Rimane, soutenu par le NFP, a été réélu sans souci, après le désistement de la candidate sans étiquette Sophie Charles. Il était membre, dans la précédente mandature, du groupe GDR, où siégeaient notamment les élus communistes.

SEINE-MARITIME 8e CIRCONSCRIPTION
Jean-Paul Lecoq (NFP-PCF) : réélu
Selon les premiers décomptes, le député PCF Jean-Paul Lecoq l'emporterait largement, avec plus de 60 % des suffrages. Il affrontait un candidat RN. Jean-Paul Lecoq avait reçu le soutien du maire du Havre, l'ancien premier ministre Édouard Philippe.

SEINE-MARITIME 3e CIRCONSCRIPTION
Édouard Bénard (NFP-PCF) largement : réélu
Selon les premiers décomptes, le député PCF Édouard Bénard l'emporterait largement, avec plus de 65 % des suffrages. Le successeur d'Hubert Wulfranc avait obtenu 48,64 % des suffrages au premier tour. Il affrontait un candidat RN.

LOT 1re CIRCONSCRIPTION
Aurélien Pradié (LR) : réélu
Aurélien Pradié, candidat « Les Républicains » dans la première circonscription du Lot, a été réélu avec 53,78 % des voix, face à la candidate du Nouveau Front populaire (FI), Elsa Bougeard (23,26 %).

SOMME 1re CIRCONSCRIPTION
François Ruffin (NFP) : réélu
Le candidat Nouveau Front populaire qui a annoncé son départ de la France insoumise a été réélu dans la 1re circonscription de la Somme avec 51,21 % des voix.

OISE 1re CIRCONSCRIPTION
Victor Habert-Dassault (LR) : battu
Le député sortant Victor Habert-Dassault, qui avait succédé à son oncle Olivier en 2021, a été battu avec 48,31 %, contre 51,69 % à Claire Marais-Beuil (RN).

FINISTÈRE 3e CIRCONSCRIPTION
Didier Le Gac (ENS) : élu
Didier Le Gac (ENS) est élu à 68,99 % face à Martine Donval (RN), selon les résultats partiels.

SEINE-MARITIME 6e CIRCONSCRIPTION
Sébastien Jumel (NFP-PCF) : battu
Avec 48,89 % des suffrages, à 99,55 % des bulletins dépouillés, Sébastien Jumel serait battu de 550 voix. Le député communiste cède son siège au candidat RN Patrice Martin. L'ancien maire de Dieppe accusait 10,41 % de retard au premier tour.

FINISTÈRE 5e CIRCONSCRIPTION
Graziella Melchior (Ensemble) : élue
Graziella Melchior (ENS) l'emporte dans le Finistère à 68,06 % sur la candidate RN Renée Thomaïdis (31,94 %), selon les résultats partiels du ministère de l'Intérieur.

PAS-DE-CALAIS 2e CIRCONSCRIPTION
Agnès Pannier-Runacher (Ensemble) : en tête
Selon des résultats provisoires, la ministre Agnès Pannier-Runacher était en passe de l'emporter. elle obtiendrait 53,60 % des voix contre 46,40 % au candidat RN Alban Heusèle. La candidate d'Ensemble !, qui était distancée par le candidat d'extrême droite au premier tour (21,54 % contre 37,31 %), bénéfice du front républicain.

VOSGES 1re CIRCONSCRIPTION
Stéphane Viry (LR) : réélu
Stéphane Viry (LR) conserve son siège à l'Assemblée nationale avec 58,73 % des voix exprimées dans la 1re circonscription des Vosges. Il distance de 17 points le candidat du Rassemblement national Pierre François en seconde position avec seulement 41,27 % des suffrages.

NOUVELLE-CALÉDONIE 2e CIRCONSCRIPTION
Emmanuel Tjibaou (Indépendantiste) : élu
Emmanuel Tjibaou est élu à l'Assemblée nationale pour y représenter la 2e circonscription. Le fils de Jean-Marie Tjibaou devient le premier député indépendantiste de la Nouvelle-Calédonie depuis 1986. L'enfant de Hienghène, personnalité emblématique, l'emporte face à Alcide Ponga, président du Rassemblement soutenu par le groupe Loyalistes : il a reçu 57,33 % des suffrages exprimés, contre 42,67 % à son adversaire.

GUYANE 1re CIRCONSCRIPTION
Jean-Victor Castor (NFP) : réélu
Le député sortant régionaliste Jean-Victor Castor, soutenu par le Nouveau Front populaire, a été élu avec 76,11 % des voix, face à Boris Chong-Sit, candidat sans étiquette. Jean-Victor Castor, dans la précédente mandature, appartenait au groupe de la Gauche démocrate et républicaine, où siégeaient aussi les députés communistes.

CORRÈZE 1re CIRCONSCRIPTION
François Hollande (NFP-PS) : élu
Selon les premiers décomptes, l'ancien chef de l'État s'impose, avec 43,29 %, dans une triangulaire. La candidate RN Maïtey Pouget obtient (31,43 %) des suffrages et le député LR sortant Francis Dubois, 25,28 %.

EURE 4e CIRCONSCRIPTION
Philippe Brun (PS-NFP) : réélu
Renversement de tendance dans la 4e circonscription de l'Eure. Le député sortant socialiste, soutenu par le Nouveau Front populaire, Philippe Brun, est réélu avec 52, 83 des voix, d'après les premières estimations. En tête lors du premier tour, son opposant, Patrice Pauper (RN) est arrivé en deuxième place avec 47, 17 % des suffrages.

CHER 2e CIRCONSCRIPTION
Nicolas Sansu (NFP-PCF) : éélu
À 97,7 % des bulletins dépouillés, le communiste Nicolas Sansu l'emporterait avec 50,97 % des suffrages. Le député sortant affrontait Bastian Duenas, du RN. Au premier tour, l'ex-maire de Vierzon avait 10 points de retard sur le candidat d'extrême droite.

LANDES 4e CIRCONSCRIPTION
Boris Vallaud (NFP-PS) : réélu
Le président du groupe socialiste l'emporte avec 56,65 % des suffrages. Boris Vallaud devance la candidate du Rassemblement national, Sylvie Franceschini (43,35 %).

NIÈVRE 2e CIRCONSCRIPTION
Christian Paul (NFP) : battu
Avec 44,2 % des suffrages exprimés, le candidat PS du Nouveau Front populaire, Christian Paul, a été largement devancé par le candidat RN Julien Guibert, qui obtient 55,18 %. Il succède au macroniste Patrice Perrot, qui ne se représentait pas.

BOUCHES-DU-RHÔNE 13e CIRCONSCRIPTION
Pierre Dharréville (NFP-PCF) : battu
Le député PCF de la 13e circonscription des Bouches-du-Rhône est défait avec 46 % des suffrages. Le RN Emmanuel Fouquart s'impose. Pierre Dharréville accusait un retard de 11,51 % après le premier tour.

ALLIER 1re CIRCONSCRIPTION
Yannick Monnet (NFP-PCF) : réélu
Le député PCF sortant de la 1re circonscription de l'Allier (50,6 %) s'impose de 690 voix face à la candidate RN, Anne-Marie Thès. Yannick Monnet accusait un retard de 9,77 % à l'issue du premier tour.

DORDOGNE 4e CIRCONSCRIPTION
Sébastien Peytavie (NFP-Générations) : réélu
Sébastien Peytavie (Générations-NFP), le député sortant, s'impose avec 54,64 % des voix, soit 10 points d'avance sur son adversaire du second tour, Dominique-Louise Marchaudon (RN), qui obtient 45,36 % des suffrages.

PUY-DE-DÔME 5e CIRCONSCRIPTION
André Chassaigne (NFP-PCF) : réélu
Selon les premiers décomptes, le député communiste André Chassaigne serait réélu dans la circonscription du Puy-de-Dôme. Il obtiendrait au moins 55 % des suffrages. Au premier tour, le président du groupe GDR (37,77 %) devançait de justesse la candidate RN Brigitte Carletto (37,02 %).

AUDE 1re CIRCONSCRIPTION
Philippe Poutou (NFP-NPA) : battu, Christophe Barthès (RN) : réélu
Le pari était quasi impossible à tenir : le candidat du NPA Philippe Poutou n'a obtenu que 38,20 % des voix dans la première circonscription de l'Aude. Il a été battu par le député RN sortant Christophe Barthès, qui remporte 61,80 % des voix. Le député sortant avait obtenu 49,3 % des voix au premier tour. Philippe Poutou avait recueilli 18,70 % des voix au premier tour.

ISÈRE 1re CIRCONSCRIPTION
Olivier Véran (Ensemble) : réélu
L'ancien ministre de la Santé et député Renaissance sortant Olivier Véran remporte l'élection 50,36 % des votes. Hugo Prevost, du Nouveau Front populaire, arrivé en tête au premier tour, réunit 29,37 % des électeurs, tandis que le candidat Rassemblement national, Alexandre Lacroix, arrive 3e avec 20,27 % des suffrages.

OISE 7e CIRCONSCRIPTION
David Magnier (RN) : élu
David Magnier (RN) l'emporte avec 43,85 % des voix. Loïc Pen, candidat PCF investi par le Nouveau Front populaire, arrive en deuxième position avec un score de 34,41 %, soit 4 600 voix de plus qu'au premier tour. Enfin, le député sortant Maxime Minot (LR) obtient presque le même score qu'au premier tour, avec 21,73 % des voix.

CALVADOS 6e CIRCONSCRIPTION
Élisabeth Borne (Ensemble) : réélue
L'ancienne première ministre Élisabeth Borne a été réélue dans la 6e circonscription du Calvados avec environ 56 % des voix. Elle devance le candidat du Rassemblement national Nicolas Calbrix, qui a obtenu près de 44 % des suffrages, selon les premières estimations. Une victoire qu'elle doit en partie au retrait du candidat insoumis Noé Gauchard, qualifié à l'issue du premier tour.

HAUT-RHIN 1re CIRCONSCRIPTION
Brigitte Klinkert (Ensemble) : réélue
La députée macroniste Brigitte Klinkert réélue largement dans la 1re circonscription du Haut-Rhin avec 58,24 % des suffrages, contre 41,76 % pour le candidat du Rassemblement national, Laurent Gnaedig. Il était arrivé en tête, à quatre points d'écart de son adversaire, lors du premier tour des législatives.

BOUCHES-DU-RHÔNE 15e CIRCONSCRIPTION
Romain Baubry (RN) : réélu
Sans surprise, l'ancien policier Romain Baubry (RN) conserve son mandat. Déjà loti de plus de 49 % des suffrages au premier tour, il l'emporte avec plus de 65 % des voix sur la candidate de la France insoumise, Wassila Aïdarous. Romain Baubry est sous le coup d'une plainte de son assistante parlementaire pour violence.

ISÈRE 2e CIRCONSCRIPTION
Cyrielle Chatelain (NFP-les Écologistes) : réélue
La députée écologiste sortante Cyrielle Chatelain est réélue sous la bannière du Nouveau Front populaire avec 62,07 % des votes face à Édouard Robert, Rassemblement national, qui obtient 37,93 % des suffrages.

NORD 1re CIRCONSCRIPTION
Aurélien Le Coq (NFP-LFI) : élu
Aurélien Le Coq succède à l'ancien numéro 1 de la France insoumise, Adrien Quatennens. Il obtient 61,78 % des voix, contre 38,22 % à la candidate d'extrême droite, Carole Leclercq.

DRÔME 3e CIRCONSCRIPTION
Marie Pochon (NFP-les Écologistes) : réélue
La députée écologiste sortante Marie Pochon conserve son siège de députée en remportant l'élection avec 56,59 % des voix, contre 43,41 % pour Adhémar Autrand, candidat LR allié avec le RN, qui défendait notamment les chasseurs et les viticulteurs.

NORD 2e CIRCONSCRIPTION
Ugo Bernalicis (NFP-FI) : réélu
Avec 50,31 % des suffrages, l'insoumis Ugo Bernalicis s'impose dans la seconde circonscription du Nord. Il devance Violette Salanon (Ensemble, 25,63 %) et Philippe Guérard, (24,06 %).

MEURTHE-ET-MOSELLE 6e CIRCONSCRIPTION
Caroline Fiat (NFP-FI) : battue
La députée sortante Caroline Fiat (la France insoumise), réinvestie sous la bannière du Nouveau Front populaire, perd son siège à l'Assemblée nationale face au candidat du Rassemblement national, Anthony Boulogne, à 45,36 % contre 54,64 % des voix exprimées dans la 6e circonscription de Meurthe-et-Moselle.

ISÈRE 4e CIRCONSCRIPTION
Marie-Noëlle Battistel (NFP-PS) : réélue
La députée socialiste sortante Marie-Noëlle Battistel, arrivée largement en tête lors du premier tour, est réélue avec 59,76 % des voix. Elle affrontait Anne-Marie Malandrino (LR), qui avait fait alliance avec le RN, celle-ci recueille 40,24 % des suffrages.

OISE 4e CIRCONSCRIPTION
Éric Woerth (Ensemble) : réélu
Éric Woerth, député de cette circonscription depuis 2007, conserve son siège de député grâce à un score de 53,44 %, contre 46,56 % pour le candidat d'extrême droite Matthieu Grimpret.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES 6e CIRCONSCRIPTION
Peio Dufau (NFP) : élu
Peio Dufau, candidat du Nouveau Front populaire, l'emporte avec 36,28 % des suffrages. Il était face à Christian Devèze (Ensemble), qui obtient 35,33 %, et Victor Lastécouères (RN), qui rassemble 28,39 % des suffrages.

ISÈRE, 5e CIRCONSCRIPTION
Jérémie Iordanoff (NFP-Les Écologistes) : réélu
Le député écologiste sortant Jérémie Iordanoff remporte 58,83 % des votes dans la 5e circonscription de l'Isère et bat sa rivale RN Frédérique Schreiber, qui rassemble 41,17 % des suffrages. Ce duel était le fruit du retrait du troisième, Jean-Charles Colas-Roy (Ensemble), qui avait choisi de se désister, *« pour faire barrage à l'extrême droite »*.

MARNE 5e CIRCONSCRIPTION
Charles de Courson (Liot) : réélu
Le centriste Charles de Courson conserve son siège à l'Assemblée nationale de justesse avec 50,42 % des voix exprimées, contre 49,58 % en faveur du candidat du Rassemblement national, Thierry Besson. Les deux candidats s'étaient qualifiés au second tour dans un duel serré à 46,99 %, contre 42,66 %.

AVEYRON 2e CIRCONSCRIPTION
Laurent Alexandre (NFP-FI) : réélu
Le député sortant insoumis Laurent Alexandre a été réélu dans sa circonscription, avec 55,70 % des voix, face à la candidate RN Marie-Christine Parolin, qui n'a recueilli que 44,30 % des voix. Il était investi par le Nouveau Front populaire.

SEINE-SAINT-DENIS 7e CIRCONSCRIPTION
Alexis Corbière (DVG) : réélu
L'ex-insoumis Alexis Corbière a annoncé sa réélection dans la 7e circonscription de Seine-Saint-Denis. Soutenu par la gauche locale, dont le maire PCF de Montreuil Patrice Bessac, l'ancien proche de Jean-Luc Mélenchon, depuis tombé en disgrâce, affrontait l'insoumise Sabrina Ali-Benali.

PARIS 15e CIRCONSCRIPTION
Danielle Simonnet (DVG) : réélue
Après 10 000 bulletins dépouillés, l'ex-insoumise Danielle Simonnet devrait conserver son siège dans la 15e circonscription de Paris. Avec 75 % des suffrages, selon des premiers décomptes, la candidate soutenue par toute la gauche du 20e arrondissement parisien devance largement Céline Verzeletti. L'ex-dirigeante cégétiste avait été investie par la FI.

MEURTHE-ET-MOSELLE 1re CIRCONSCRIPTION
Estelle Mercier (NFP-PS) : élue
Sur 78,45 % des votes dépouillés, la candidate du Nouveau Front populaire Estelle Mercier devance de loin son adversaire du Rassemblement national, Patricia Melet, à 61,58 % contre 38,42 % des suffrages. Le candidat macroniste Philippe Guillemard, qualifié au second tour, s'était désisté de la triangulaire pour faire barrage à l'extrême droite.

SEINE-MARITIME 4e CIRCONSCRIPTION
Alma Dufour (NFP-FI) : réélue
La députée insoumise sortante de la 4e circonscription de la Seine-Maritime, Alma Dufour, a été réélue avec 52,51 % des voix au second tour, devant Guillaume Pennelle (47, 49 %), son adversaire du Rassemblement national. L'ancienne porte-parole des Amis de la Terre retrouve ainsi le Palais Bourbon après avoir été en ballottage défavorable lors du premier tour.

PARIS 3e CIRCONSCRIPTION
Stanislas Guerini (Ensemble) : battu
La gauche parisienne poursuit sa moisson. Sur près de 80 % des bulletins dépouillés, Stanislas Guerini (Ensemble) perd son duel contre la candidate du (NFP) Léa Balage El Mariky, qui recueille 55,44 % des voix. Elle concrétise ainsi l'avance acquise au premier tour dans cette circonscription qui s'étend sur les 17e et 18e arrondissements.

SEINE-SAINT-DENIS 4e CIRCONSCRIPTION
Soumya Bourouaha (NFP-PCF) : réélue
Soumya Bourouaha, députée PCF sortante, s'impose dans la 4e circonscription de Seine-Saint-Denis. Elle affrontait, au second tour, un candidat dissident de la France insoumise, Mohamed Awad.

DOUBS 2e CIRCONSCRIPTION
Dominique Voynet (NFP) : élue
L'ancienne ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement de Lionel Jospin, ex-maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis), fait son grand retour l'Assemblée nationale. Élue avec 59,95 % des suffrages exprimés, l'écologiste bat le candidat RN Éric Fusis, qui obtient 40,05 %.

PARIS 3e CIRCONSCRIPTION
Stanislas Guerini (Ensemble) : battu
La gauche parisienne poursuit sa moisson. Sur près de 80 % des bulletins dépouillés, Stanislas Guerini (Ensemble) perd son duel contre la candidate du (NFP) Léa Balage El Mariky qui recueille 55,44 % des voix. Elle concrétise ainsi l'avance acquise au premier tour dans cette circonscription qui s'étend sur les 17e et 18e arrondissements.

VAL-D'OISE 3e CIRCONSCRIPTION
Emmanuel Maurel (NFP-app. PCF) : élu
Le dirigeant de GRS allié du PCF a été élu dans le Val d'Oise face au Rn dans une circonscription jusque-là détenue par Ensemble.

ALPES-MARITIMES 1re CIRCONSCRIPTION
Éric Ciotti (LR-RN) : réélu
Dans la triangulaire l'opposant à Olivier Salerno (NFP) et à Graig Monetti (Ensemble !), le président de LR, Éric Ciotti serait élu avec 43 % des voix contre 35 % au candidat de gauche et 21 % à celui de la majorité présidentielle qui ne s'est pas désisté malgré sa troisième place.

ILLE-ET-VILAINE 4e CIRCONSCRIPTION
Mathilde Hignet (NFP-FI) : élue
La députée insoumise sortante et ouvrière agricole Mathilde Hignet est élue à 57,57 % des voix, l'emportant sur le candidat RN Jacques François (42,43 % des votes).

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER 8e CIRCONSCRIPTION
Meyer Habi (LR) : battu
Il n'a cessé de tempêter et de répandre la haine et des idées nauséabondes : le député sortant Meyer Habib est battu au second tour, dans la 8e circonscription des Français de l'étranger, par Caroline Yadan, la représentante de la majorité présidentielle. C'est la candidate NFP, Yaël Lerer, qui s'est désistée en faveur de Caroline Yadan.

«Le fascisme est le capitalisme en décomposition.» Vladimir Ilitch Lénine

LA FEMME DU JOUR

Öznur Deger

« Être kurde ici, c'est risquer la prison à tout instant. (…) Le gouvernement peut arrêter n'importe qui : il lui suffit de ne pas partager ses vues. » Ainsi se confiait, en février, la journaliste militante kurde Öznur Deger dans les colonnes de l'*Humanité*. Free-lance et collaboratrice de JinNews (un site féministe qui fait la promotion de la défense des droits des Kurdes en Turquie), elle a déjà connu par deux fois les prisons de Recep Tayyip Erdogan. En 2016 tout d'abord, à l'âge de 17 ans ; elle était encore étudiante à cette époque. Puis en tant que journaliste, en octobre 2022, une année durant laquelle les médias kurdes ont considérablement subi la répression d'un gouvernement prêt à tout pour tenir le terrain informationnel d'une main de fer dans un pays où toutes les méthodes sont bonnes pour miner la presse qui refuse de se soumettre à la propagande du président. Öznur Deger avait alors écopé d'une peine provisoire de sept mois pour « appartenance à une organisation terroriste », l'accusation classique visant les militants pro-kurdes. C'est au même motif qu'elle et sept autres journalistes, dont la moitié sont des femmes, ont été condamnés à des peines de prison d'une durée de six ans et trois mois, le 3 juillet, par une cour pénale d'Ankara. *« Ils restent libres dans l'attente de leur procès en appel »*, a précisé Özgür Ögret, le représentant local du Comité pour la protection des journalistes, tout en pointant du doigt le manque de *« preuves solides »* présentées par des autorités et une audience à laquelle aucun des journalistes n'a pu assister ni être représenté par son avocat. Leurs noms sont Diren Yurtsever, Berivan Altan, Deniz Nazlim, Emrullah Acar, Hakan Yalçin, Salman Güzelyüz, et Zemo Aggöz Yigitsoy, et toutes et tous sont membres de l'agence de presse kurde Mezopotamya.

LUIS REYGADA

L'œil de Bobika

LA BONNE NOUVELLE La caféine, futur médicament pour traiter Alzheimer ?

Une étude, parue dans la revue *Brain*, suggère que ses effets pourraient être bénéfiques pour ralentir la progression sur les patients atteints à un stade précoce. Les chercheurs ont mis en évidence que l'augmentation pathologique de récepteurs cibles de la caféine dans les neurones pendant le développement de la maladie favorisait la perte des synapses, et de fait, le développement précoce des troubles de la mémoire dans un modèle animal de la maladie. *« On peut imaginer qu'en bloquant ces récepteurs, (…) la caféine puisse prévenir le développement des troubles de la mémoire, voire d'autres symptômes cognitifs et comportementaux »*, a indiqué à l'AFP David Blum, directeur de recherche à l'Inserm, l'un des auteurs de l'étude. Un essai clinique de phase 3, porté par le CHU de Lille, incluant 248 patients est en cours. *« Potentiellement, cela pourrait signifier que la caféine peut être utilisée comme médicament pour le traitement de cette maladie. »*

ALEXANDRA CHAIGNON

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Santé Pour tenter de conserver en France la filiale Biogaran du laboratoire Servier que celui-ci a mise en vente, le gouvernement Attal soutenait l'offre de reprise du fonds anglais BC Partners allié à la Banque publique d'investissement. Que décidera le nouvel exécutif après les élections ? Biogaran est numéro un du marché en France, tandis que ses médicaments génériques manquent régulièrement depuis la pandémie de Covid.

Travail Les dirigeants de deux communautés Emmaüs du Nord ont été condamnés pour travail dissimulé. Les Compagnons sans papiers de la Halte Saint-Jean et de Nieppe, en grève depuis un an pour protester contre leurs conditions de vie et de travail, ont obtenu gain de cause en justice.

LE BILLET DE MAURICE ULRICH

L'esprit et les idées

Dans son édition du dimanche, le directeur de la rédaction du *Parisien*, Nicolas Charbonneau, n'avait pas de termes assez forts pour évoquer le *« climat délétère »* de la campagne et le paysage confus d'après la bataille, si elle est terminée… *« La politique ne s'est pas grandie. Entre des programmes indigents ou totalement irréalistes, des candidats lunaires et parfois pathétiques (…) rien n'aura été à la hauteur des enjeux et surtout pas le débat. Or quand on n'a plus les mots, ni l'esprit ou les idées, reste l'invective. »* On aimerait se souvenir des efforts du *Parisien* pour dire pourquoi des économistes de renom, dont une prix Nobel, soutenaient le programme économique du Nouveau Front populaire. Ou quelles étaient les différences entre un parti fondé sur la xénophobie et l'intolérance et des formations de gauche tournées vers la justice sociale, l'accueil, l'environnement, au lieu de les renvoyer dos à dos comme *« les extrêmes »*. Le quotidien du groupe LVMH, apparemment, n'avait pas les mots, ni l'esprit, ni les idées et encore moins la volonté.

C'EST UN SCANDALE

Lithium, les jeux semblent faits

Alors que le grand débat public sur le projet d'ouverture d'une mine de lithium – l'un des plus gros à l'échelle européenne (lire *l'Humanité* du 4 juin) – porté par le groupe Imerys, dans l'Allier, doit s'achever le 31 juillet, les jeux semblent faits. Le gouvernement, qui n'a jamais caché son soutien à l'entreprise, vient d'ores et déjà de rajouter ce programme à la liste des *« projets d'intérêt national majeur »*, selon un décret publié dimanche 7 juillet au *Journal officiel*. Ce statut, créé par la loi industrie verte d'octobre 2023, permet aux projets industriels jugés importants pour la transition écologique ou la souveraineté nationale de bénéficier de procédures d'implantation accélérées. Sans que les inquiétudes soulevées quant aux potentiels impacts environnementaux aient été levées…

EN LUTTE

PAPETERIE MENACÉE
La papeterie de Stenay (Meuse) a été placée en redressement judiciaire, vendredi. La CGT et FO reprochent au fonds allemand Accursia, qui a racheté le site il y a un an, de ne pas avoir respecté *« les engagements (pris) vis-à-vis des 130 salariés »*.

NESTLÉ MIS EN EXAMEN
Nestlé France a été mis en examen pour « homicide involontaire, blessures involontaires et tromperie » dans l'enquête sur les pizzas Buitoni contaminées à la bactérie E. coli suspectées d'avoir, notamment, provoqué, en 2022, la mort de deux enfants.

GRÈVE DES AIGUILLEURS
Les aiguilleurs des postes de Lille et de Douai (Nord) seront en grève à partir d'aujourd'hui, ce qui devrait perturber le trafic SNCF dans les Hauts-de-France. Dans la lignée des mobilisations de février et juin, ils réclament des embauches et une hausse des salaires.

Les femmes de chambre du Radisson poursuivent la grève

HÔTELLERIE Les salariées d'un sous-traitant du luxueux établissement marseillais ont cessé le travail depuis le 24 mai. Jeudi, elles ont échoué à faire plier la direction, et restent mobilisées.

REPORTAGE

Tous les matins, les 14 femmes de ménage tiennent le piquet de grève devant l'hôtel de luxe. DENIS THAUST/REA

Marseille (Bouches-du-Rhône), envoyée spéciale.

Il est midi lorsque les 14 femmes de chambre de l'hôtel Radisson Blu se rejoignent, lessivées mais non moins déterminées, devant la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS), ce jeudi 4 juillet. Alors en grève depuis quarante-trois jours, ces salariées de l'entreprise Acqua, sous-traitante du ménage de l'établissement donnant sur le Vieux-Port de Marseille, se mobilisent chaque jour et sans relâche pour réclamer de meilleures conditions de travail et des revenus dignes.

Presque tous les matins, dès 9 h 30, elles tiennent le piquet de grève devant l'entrée de l'hôtel de luxe, et ont bien l'intention de se faire entendre par des chants, des bruits de casseroles ou des banderoles explicites. *« Malgré la fatigue, l'impact de la lutte sur notre vie privée et sur notre santé, nous tenons bon car nous sommes désormais une famille »*, assure Fatima en attendant le premier rendez-vous de médiation à l'inspection du travail.

Depuis le 24 mai, les femmes de ménage revendiquent le droit à un treizième mois, de même que leurs collègues du même sous-traitant sur les autres sites, en vertu du droit à l'égalité. Mais aussi une prime annuelle pour la pénibilité de la saison estivale, l'augmentation de la prime panier et des qualifications dans la grille des salaires, deux jours au maximum de remplacements imposés dans d'autres hôtels où l'employeur est prestataire, prévus 48 heures à l'avance.

Inquiète de l'image renvoyée à sa clientèle, la partie adverse avait dans un premier temps cédé sur le principe d'un treizième mois, mais progressif, pour une effectivité totale dans quatre ans. La direction leur avait également proposé de plafonner les déplacements dans d'autres lieux à quatre jours par mois, sans délai. Elle offrait en échange d'un tel accord une prime exceptionnelle de 200 euros. *« Les moyens, ils les ont, mais ils ne veulent pas partager avec nous, alors que sans nous, l'hôtel ne peut pas tourner »*, regrette la représentante du personnel,

Ansmina Houmadi, en poste depuis cinq ans, refusant ces propositions arrachées.

Faute d'accord à l'amiable, l'inspectrice du travail Véronique Gras s'était donc autosaisie afin de lancer une procédure de médiation entre la société – propriété du groupe d'hôtellerie Accelis – et ses salariées mobilisées, accompagnées par la juriste de la CNT-SO 13 Lara Schäfer.

Quelques minutes avant que les parties ne s'engouffrent dans le bâtiment de la DDETS pour entamer les négociations qui dureront quatre heures, le directeur d'Acqua, Nazim Almi, a fait son apparition, glaçant le groupe de femmes, dont certaines ont même refusé de lui serrer la main. « *On a déjà fait un pas, il faudrait désormais qu'un effort soit fait de la part des grévistes* », a-t-il lancé.

« *Nous sommes chargées de nettoyer et contrôler les chambres, d'équiper les minibars, la réception, les toilettes, le restaurant, de faire le linge, et sommes obligées d'effectuer des remplacements au pied levé parfois très loin* », explique Dirce Maria Pina Xavier, l'une des employées. Elle éprouve un important sentiment d'injustice depuis le début de ces négociations au cours desquelles elle estime « *ne pas avoir été considérée* » bien qu'elle « *fasse le travail de cinq personnes* ». De son côté, Ansmina Houmadi raconte avoir fait, de même que ses collègues, l'objet d'intimidations : « *Quand un client refuse de quitter sa chambre, nous devons effectuer des heures supplémentaires, souvent non rémunérées. Autrement, la hiérarchie nous menace de nous coller des rapports ou de refuser nos vacances.* » Elle ajoute que « *ce phénomène est souvent amplifié lors de remplacements impromptus sur des sites où les gouvernantes peuvent être particulièrement irrespectueuses* » à leur égard.

> « Les moyens, ils les ont, mais ils ne veulent pas partager avec nous. »
>
> ANSMINA HOUMADI, REPRÉSENTANTE DU PERSONNEL

UN LARGE SOUTIEN POPULAIRE

Cette tentative de médiation s'est soldée par un échec, car la direction n'avait rien à offrir de plus qu'une prime exceptionnelle de 250 euros, contre 200 lors des dernières discussions, et trois jours de remplacement par mois au lieu de quatre, toujours sans délai. « *Nous sommes face au même discours que depuis le 24 mai, nous ne pouvons pas nous arrêter maintenant* », persiste la représentante du personnel.

En effet, hors de question de baisser les bras pour les 14 grévistes, qui sont dès le lendemain de retour devant l'hôtel pour scander leurs revendications. Leur force, elles l'ont puisée aussi dans le large soutien populaire qu'elles continuent à recevoir depuis le début du mouvement.

« *Les clients de l'hôtel sont très sensibles à leur combat. Bien souvent, ils s'arrêtent pour leur parler, contribuer à la caisse de grève et leur souhaitent bon courage* », explique Julien Ollivier, secrétaire CNT-SO 13, très actif dans la lutte. Depuis quarante-quatre jours, l'organisation indemnise toutes celles qui souhaitent cesser de travailler pour rejoindre la mobilisation. Du côté politique, elles ont déjà reçu la visite des députés insoumis Sébastien Delogu ou encore Rachel Keke, qui avait elle-même été porte-parole de la grève des femmes de chambre de l'hôtel Ibis Batignolles entamée en 2019. Des associations telles que Stop Arming Israel ont aussi mis la main à la poche en finançant une partie de la caisse de grève. En juin, un collectif d'habitants de la Belle-de-Mai, CHO3, s'était également montré solidaire en proposant une projection du film *Petites Mains* au cinéma le Gyptis de façon à récolter des fonds.

Dans un contexte où l'extrême droite gagne du terrain, les femmes de chambre de l'hôtel Radisson, précaires et pour certaines détentrices d'un titre de séjour, sont très inquiètes pour leur avenir. Une raison de plus pour ne pas plier, aujourd'hui, face au groupe d'hôtellerie.

PAULINE ACHARD

Les travailleurs immigrés face à la déferlante raciste

VIOLENCES Les résultats électoraux du Rassemblement national ont entraîné une multiplication de propos xénophobes, y compris dans leur entourage professionnel.

« *Une atmosphère nauséabonde.* » Amar Lagha, secrétaire général de la CGT commerce et services, peine à cacher son émoi face à la multiplication, depuis le début de la campagne des législatives, de témoignages émanant de salariés issus de l'immigration confrontés à un racisme débridé sur leur lieu de travail.

Dans les boutiques, les restaurants, les hôtels… un verrou a, selon le syndicaliste, clairement sauté. Du jamais-vu. Exemple parmi d'autres : à Lyon, cette salariée d'origine algérienne à qui pendant le déjeuner à la cantine, au détour d'une conversation sur les prochaines vacances, un collègue aurait, sur le ton de l'ironie, suggéré de « *prendre un aller simple* » car « *c'est bon, il te reste une semaine, tu reprends tes valises, tu repars chez toi* ».

« *Tout cela crée*, selon Amar Lagha, *un climat d'extrême insécurité au quotidien* » chez ces travailleurs vivant et payant leurs impôts en France, souvent depuis plusieurs décennies. Et le syndicaliste de pointer l'afflux de questions remontant auprès des délégués syndicaux de la part de salariés qui confient leurs peurs, les uns de ne pas voir leur titre de séjour renouvelé, les autres d'être expulsés avec leurs enfants de leur logement social si jamais le RN est en position d'appliquer son cortège de mesures liées à la préférence nationale.

« ILS VONT FAIRE COMMENT SANS NOUS ? »

Rencontré au petit matin sur le chemin de son travail, à la sortie de la toute nouvelle gare Saint-Denis-Pleyel (Seine-Saint-Denis), dernière station de la ligne 14 inaugurée le 24 juin, Adama (le prénom a été modifié), ouvrier malien de 35 ans qui a œuvré pendant plusieurs mois à poser les dalles de ce chantier au cœur du Grand Paris Express, prend le contre-pied, entre fatalisme et lucidité : « *Moi, je n'ai pas peur du RN, ni de repartir au Mali. Mais les racistes, eux, devraient plutôt avoir peur qu'on ne soit plus là. Ils vont faire comment sans nous ?* »

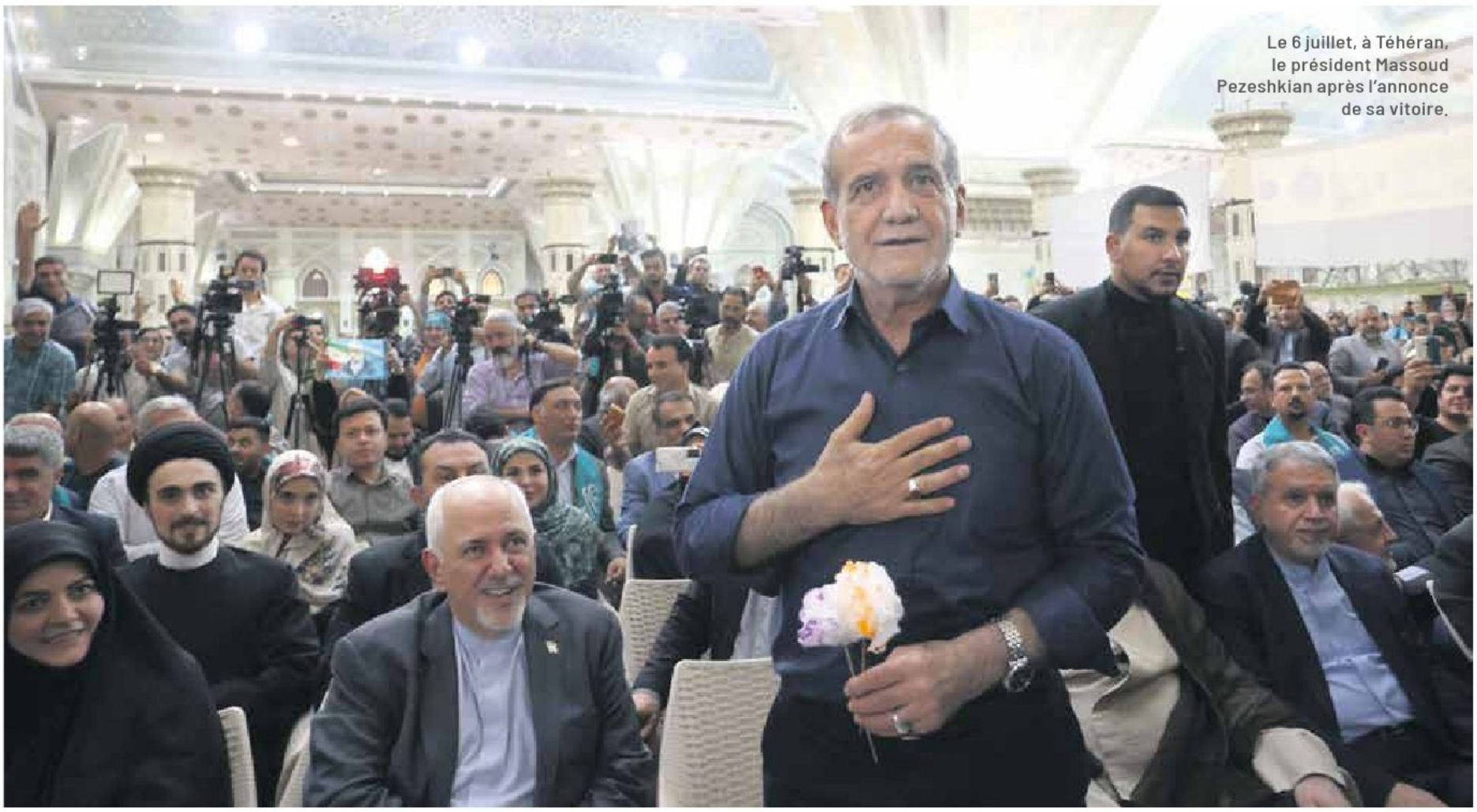
> **39 %**
> des immigrés sont ouvriers parmi les hommes actifs, selon l'Insee, soit davantage que les hommes sans ascendance migratoire (29 %).

Derrière une apparente nonchalance, l'ouvrier, arrivé en France en 2019 et détenteur d'un titre de séjour de cinq ans, pose le doigt sur une question à laquelle le Rassemblement national s'est soigneusement gardé de répondre durant cette campagne en alimentant les préjugés sur le « *guichet social* » que serait devenue la France. Au mépris des chiffres qui révèlent la part endossée par la main-d'œuvre immigrée, au cœur de la machine économique, et largement employée dans ces métiers dits « en tension » dont la pénibilité est documentée. Sur les chantiers de la Société du Grand Paris (SGP), où travaille Adama, cinq ouvriers sont morts depuis mars 2020 et une vingtaine ont subi des accidents entraînant une incapacité de travail.

Selon l'Insee, parmi les hommes actifs, 39 % des immigrés sont ouvriers, soit bien davantage que les hommes sans ascendance migratoire (29 %). En Île-de-France, plus de six aides ménagères ou employés de maison sur dix sont immigrés. Il en est de même pour les ouvriers du gros œuvre du bâtiment et des travaux publics.

HAYET KECHIT

Ouvriers sur le chantier de la gare Saint-Denis-Pleyel (Seine-Saint-Denis). DIMITRI DILKOFF/ AFP



Le 6 juillet, à Téhéran, le président Massoud Pezeshkian après l'annonce de sa victoire.

MAJID ASGARIPOUR/WANA NEWS AGENCY/REUTERS

Massoud Pezeshkian, un réformateur aux pouvoirs limités

IRAN Élu avec 53,7 %, le nouveau président entend mener une diplomatie ouverte et desserrer l'étau sur les femmes. Sa marge de manœuvre demeure limitée alors que les conservateurs ont la main sur l'essentiel des institutions.

L'élection de Massoud Pezeshkian à la présidence fera-t-elle l'effet d'une soupape pour la société iranienne ? La victoire de ce réformateur (53,7 %), un chirurgien, ex-ministre de la Santé (2001-2005), face à son concurrent conservateur Saïd Jalili (44,3 %), dont le camp était en proie à de fortes divisions, a créé la surprise. Si le pays a connu un regain de participation par rapport au premier tour (49,8 % contre 39,9 %), un Iranien sur deux n'a toutefois pas jugé utile de se déplacer, signe d'un profond malaise et d'une défiance persistante vis-à-vis du pouvoir. Les appels du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, à se rendre massivement aux urnes sont restés lettre morte. À cet égard, lors de son discours de victoire ce 6 juillet,

Massoud Pezeshkian a envoyé un message d'unité, assurant vouloir « *tendre la main de l'amitié à tout le monde* ».

« SORTIR L'IRAN DE SON ISOLEMENT »

Ce scrutin, précipité par la disparition de l'ancien président Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère le 19 mai, intervient dans un contexte explosif sur le plan économique et social, en particulier depuis la mort, le 16 septembre 2022, de Mahsa Jina Amini, cette étudiante décédée en détention après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour « port de vêtements inappropriés ». Sa mort avait déclenché le mouvement Femme, vie, liberté et des mois d'intenses manifestations à travers le pays réprimées dans le sang. « *Nous nous opposons à tout comportement violent et inhumain (…) notamment envers nos sœurs et nos filles, et nous ne permettrons pas que de tels actes se produisent* », a-t-il martelé durant la campagne, laissant entrevoir un desserrement de l'étau sur les femmes au quotidien. Lors des débats télévisés, Massoud Pezeshkian, qui se présente comme la « *voix des sans-voix* », avait appelé à « *régler* » la question du voile obligatoire. La situation n'est guère plus reluisante sur le plan social. Le 20 juin, les travailleurs de plus de 90 sites de l'industrie pétrolière et gazière se sont ainsi mis en grève pour réclamer des hausses de salaire.

Le député de Tabriz (nord-ouest) s'est également dit en faveur d'une résolution du dossier du nucléaire iranien avec les États-Unis, qui s'étaient retirés de l'accord en 2018, trois années après sa signature. Le nouveau président entend renouer des « *relations constructives* » avec Washington et l'Europe afin de « *sortir l'Iran de son isolement* » et ainsi obtenir la levée des sanctions qui étouffent l'économie et maintiennent 40 % de la population dans le chômage. Vice-ministre de la Santé en 1997, il avait fait valoir sa détermination en soulignant : « *Quand j'étais étudiant, je giflais le président de l'université. Quand je suis devenu président d'université, je giflais le président. Maintenant que je suis devenu ministre, je vais gifler Clinton.* » Une déclaration qui avait suscité de nombreuses moqueries.

LA MISE EN GARDE DE KHAMENEI

Dans les faits, le guide suprême garde la main sur de nombreux dossiers, dont celui du nucléaire. La perspective d'une victoire de Donald Trump lors de la présidentielle de novembre aux États-Unis pourrait également doucher les espoirs de Massoud Pezeshkian. Sur le plan régional, en particulier vis-à-vis d'Israël, l'élection de ce dernier permet à Ali Khamenei d'apparaître plus souple sans toutefois faire de réelles concessions aux yeux des conservateurs et des gardiens de la révolution.

De quelles marges de manœuvre dispose le nouveau président alors que l'essentiel des institutions du pays (judiciaires, sécuritaires et législatives) demeurent aux mains des conservateurs ? À l'issue des élections, le commandant en chef du Corps des gardiens de la révolution islamique, Hossein Salami, a expliqué vouloir renforcer sa coopération avec le nouvel exécutif. L'ayatollah Khamenei, qui a laissé le candidat réformateur concourir à la présidentielle afin de faire retomber la colère populaire, a quant à lui adressé un message en forme de mise en garde : « *Je recommande à tous de coopérer et de bien réfléchir au progrès et à la dignité croissante du pays. (…) Je recommande également au président élu Dr Pezeshkian d'envisager des horizons brillants avec confiance en Dieu, et dans la poursuite du chemin du martyr Raïssi, et de tirer le meilleur profit des nombreuses capacités du pays, en particulier des ressources humaines jeunes, révolutionnaires et pieuses, pour le confort du peuple et le progrès du pays.* »

Le parti communiste Tudeh, qui avait appelé au boycott du scrutin, présente Massoud Pezeshkian comme l'autre face du régime tout entier dévoué à la survie de ce dernier. Pour cette organisation, ce « *spectacle électoral* » n'est que le symbole d'une « *République islamique en état de décomposition* ».

LINA SANKARI

Le 7 juillet, à Gaza. Une frappe aérienne israélienne sur une école transformée en lieu d'accueil pour réfugiés a fait au moins 16 morts et une cinquantaine de blessés. PICTUREALLIANCE/ICON SPORT

Gaza entre pourparlers et intenses pilonnages israéliens

PROCHE-ORIENT Une reprise de négociations pour un règlement du confit sous l'égide des médiateurs qataris semble annoncée cette semaine, alors que les bombardements et leur lot de massacres continuent de plus belle dans l'enclave palestinienne.

Le fil des négociations pour une éventuelle trêve à Gaza semble en passe d'être renoué en ce début de semaine. Le premier ministre israélien a ainsi annoncé le renvoi d'un émissaire auprès des médiateurs qataris, quand le Hamas fait part de nouvelles propositions pour débloquer la situation. Même si, au même moment, les exactions commises sur le terrain par l'armée israélienne connaissent de nouveaux épisodes très sanglants ces dernières heures.

Au centre des discussions, le processus avancé, il y a un peu plus d'un mois, par Washington. Joe Biden avait alors appuyé un règlement du conflit progressif en trois étapes présenté comme d'émanation israélienne. Les négociations bloquaient jusqu'ici sur le refus de la partie israélienne d'envisager autre chose qu'un cessez-le-feu provisoire, Benyamin Netanyahou martelant qu'il s'en tenait toujours à son objectif de guerre, soit « *une destruction complète de l'organisation terroriste* » qui gère l'enclave palestinienne. Ce qui suppose de laisser la voie ouverte à une reprise des frappes et des combats tant que cet objectif n'est pas atteint. Les représentants du Hamas auprès des médiateurs qataris exigeaient, eux, un arrêt complet des combats dès la phase initiale de l'accord.

Le bureau du premier ministre israélien a annoncé que le chef du Mossad, les services secrets, avait repris le chemin de Doha pour des pourparlers par le biais des médiateurs qataris. Des « *écarts* » persisteraient avec le Hamas, qui a cru bon de tempérer toutefois Tel-Aviv sur l'amorce d'une véritable ouverture dans la voie de négociations destinées à mettre fin à près de dix mois de destructions et de massacres dans la bande de Gaza.

DES CENTAINES DE MILLIERS DE DÉPLACÉS

Rien n'est donc encore fait. Même si chaque jour qui passe enregistre un nouveau degré de souffrances faisant de l'instauration d'un cessez-le-feu une urgence absolue. Alors même qu'était annoncée cette reprise des négociations, une frappe aérienne israélienne sur une école transformée en lieu d'accueil pour réfugiés a fait au moins 16 morts et une cinquantaine de blessés. Des milliers de déplacés y avaient trouvé un abri improvisé, selon l'Unrwa (l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens). Quelques-uns des nombreux enfants qui fréquentaient ce lieu figurent parmi les victimes. Deux bambins de 3 et 4 ans ont également été tués ce dimanche 7 juillet à Zawaida par un autre pilonnage de l'aviation israélienne, selon le Croissant-Rouge palestinien.

Mettre fin à l'apocalypse et aux carnages se fait chaque jour plus urgent. D'autant que ces attaques incessantes sur tout le territoire ou plus particulièrement autour des villes de Khan Younès et de Rafah, où se sont entassés des centaines de milliers de déplacés, rendent toujours plus dantesque la situation humanitaire sur le territoire. Les convois sont bloqués alors qu'il faudrait, selon les Nations unies, laisser le passage à environ 600 camions d'aide humanitaire pour soulager les affres des populations qui manquent de tout, jusqu'au minimum vital des rations d'eau et de nourriture.

BRUNO ODENT

Keir Starmer, premier ministre sans enthousiasme populaire

ROYAUME-UNI Le Parti travailliste a remporté les législatives haut la main. Son leader s'est installé au 10 Downing Street, mais son manifeste économique ne se différencie guère de celui des conservateurs.

La victoire du Parti travailliste au Royaume-Uni, lors des élections législatives du 4 juillet, n'est pas réellement une surprise. Elle était attendue et les sondages prédisaient même un nombre record en termes de sièges. Et, comme les vases de Torricelli, le siphonnage s'est fait aux dépens du Parti conservateur. Les travaillistes ont remporté 412 sièges sur les 650 que compte le Parlement, soit un gain de 214, tandis que les conservateurs ont perdu environ 251 législateurs, dont un nombre record de ministres de premier plan et l'ancienne première ministre Liz Truss. Ils ne conservent plus que 121 députés. Même en Écosse, le Scottish National Party (SNP), le Parti national écossais, indépendantiste, au pouvoir a été défait, et sévèrement, perdant 37 sièges et n'en conservant plus que 8. Seul le Sinn Féin, en Irlande du Nord, tire son épingle du jeu, devenant le premier parti nord-irlandais en nombre de voix et de sièges localement et à Westminster. « *Continuons notre route vers une nouvelle Irlande, ensemble* », a lancé la première ministre nord-irlandaise, Michelle O'Neill.

Triomphant, Keir Starmer, le leader travailliste, est donc devenu premier ministre avec l'approbation du roi Charles III. Samedi, il s'est dit « *impatient* » de mettre en œuvre le changement promis au Royaume-Uni, faisant de la croissance économique la « *mission numéro un* » de son gouvernement. Mais il n'a fait aucune annonce en ce sens. En revanche, il a confirmé son intention d'abandonner le projet très controversé du précédent gouvernement conservateur d'expulser des migrants au Rwanda. Ce projet « *était mort et enterré avant même de commencer. Il n'a jamais été dissuasif (…), je ne suis pas prêt à continuer avec des mesures gadgets* », a expliqué Keir Starmer.

Le leader travailliste a confirmé l'abandon du projet d'expulser des migrants au Rwanda.

La victoire du Parti travailliste n'est pas si éclatante. Plus qu'un soutien, c'est surtout une volonté d'en finir avec les conservateurs qui a animé les Britanniques. Il y a peu d'enthousiasme tant pour cette formation politique que pour Keir Starmer lui-même. Le nouveau premier ministre a certes été réélu mais il perd 17 % par rapport aux élections de 2019. En réalité, le système uninominal à un tour, marque britannique de ce scrutin, et une faible participation ont permis aux travaillistes de l'emporter avec moins de voix qu'en 2017 et 2019.

Jeremy Corbyn, exclu du Parti travailliste, qui a dû se présenter comme indépendant, a conservé son siège à Islington North (Londres) face à un candidat travailliste.

Mais la plus forte préoccupation provient du parti Reform UK de Nigel Farage, dirigeant d'extrême droite, auparavant à la tête de l'Ukip (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni), ardent défenseur du Brexit. Si sa formation n'obtient que 4 sièges, elle a néanmoins reçu 4 millions de voix, à comparer avec les 6,6 millions de suffrages des conservateurs.

L'EXTRÊME DROITE RÊVE D'UN « MOUVEMENT NATIONAL MASSIF »

Nigel Farage a salué le début d'une « *révolte contre l'establishment* ». Il a été on ne peut plus clair : « *Mon plan est de construire un mouvement national massif au cours des prochaines années* » en vue des élections législatives de 2029, a-t-il ajouté. « *C'est le premier pas de quelque chose qui va tous vous abasourdir.* »

Interrogé sur les défis qui attendent Keir Starmer, Jeremy Corbyn a insisté : « *Voyons ce qui se passera. Il deviendra premier ministre, il aura une très grande majorité au Parlement, il a présenté un manifeste qui est mince, pour le dire gentiment, et qui n'offre pas une alternative économique sérieuse à ce que fait le gouvernement conservateur aujourd'hui. Et donc les demandes sur lui vont être énormes, les demandes du peuple vont être énormes.* » Et si ces demandes ne sont pas satisfaites, il est à craindre qu'un Nigel Farage ne vienne lui-même toquer à la porte du 10 Downing Street aux prochaines élections.

PIERRE BARBANCEY

(Publicité)

ESPACE COLLECTIVITÉS
le rendez-vous professionnel au service des collectivités

12 • 13 SEPTEMBRE 2024
LE PLESSIS-PÂTÉ

D'ENGAGEMENT POUR LA TRANSFORMATION DES TERRITOIRES

des **débats** au cœur des enjeux des territoires
200 exposants inscrits
10 000 élus & cadres territoriaux
15 000 m² d'espace d'exposition

DEMANDEZ VOTRE BADGE DÈS MAINTENANT
www.espace-collectivites.com

IDELIA

RÉSULTATS

9e étape
Troyes-Troyes (199 km)
1. A. Turgis (FRA/TEN) en 4 h 19'43''
2. T. Pidcock (GBR/IGD) à 0'00''
3. D. Gee (CAN/IPT) à 0'00''

Classement général
1. T. Pogacar (SLO/UAD) en 35 h 42'42''
2. R. Evenepoel (BEL/SOQ) à 0'33''
3. J. Vingegaard (DEN/TJV) à 1'15''

Maillot vert (points)
B. Girmay (ERI/IWA) 224 pts
Maillot à pois (grimpeur)
J. Abrahamsen (NOR/UXT) 33 pts
Maillot blanc (meilleur jeune)
R. Evenepoel (BEL/SOQ)

Aujourd'hui
Repos

Mardi 10e étape
Orléans – Saint-Amand-Montrond (187,3 km)

Escarmouches sur les chemins blancs

CYCLISME 9e étape, autour de Troyes et sur les pistes des vignobles de Champagne (199 km). Victoire du Français Anthony Turgis (Total). Pogacar et Evenepoel ont attaqué Roglic et Vingegaard, en vain.

Sur la route du Tour, envoyé spécial.

Une dinguerie visuelle, esthétique et physique. En ce jour de morne inquiétude pour l'avenir démocratique du pays, ceux qui venaient de souffrir nous saluèrent dans leur singularité, avec leurs corps meurtris et leurs carcasses démantibulées, moitié mutins volontaires moitié victimes expiatoires. À raison, nos héros de Juillet redoutaient l'événement, son injustice potentielle. De Troyes à Troyes (199 km), pour une boucle inédite empruntant les pistes escarpées et caillouteuses des vignobles de Champagne, ces fameux « chemins blancs » et leurs 14 secteurs empierrés, proposant 2000 mètres de dénivelé positif. Nous assistâmes à l'une de ces étapes d'anthologie qui, tôt ou tard, nourriraient de futurs récits immémoriaux.

UN PARIS-ROUBAIX SANS LES PAVÉS

Nous nous trouvâmes au cœur de l'après-midi, après 47 bornes avalées sous un ciel généreux à peine ourlé, rendant les difficultés moins ardues, quand le gros de la troupe débuta son orgie, à Bergères précisément, sur les chemins laiteux chargés de poussière et de cailloux. Une sorte de Paris-Roubaix sans les pavés, mais plus comparable aux Strade Bianche, la classique italienne devenue mythique remportée à deux reprises par Tadej Pogacar. Ces dernières années, les aventures topographiques hors des sentiers battus n'accouchèrent pas toujours de scénarios anticipés, mais, selon la formule consacrée, si un favori n'y pouvait gagner la Grande Boucle, certains risquaient de tout y perdre. Sur leurs visages déjà vrillés par la douleur, nous devinâmes même cet effondrement du présent sous le poids du danger permanent.

Comme un retour aux Forçats de la route des origines, quand les tronçons de terre étaient la norme, des volutes de fumées blanches asphyxiantes accompagnèrent le long serpentin d'un peloton étiré à l'infini. Quelques courageux brossés par la poussière ouvraient la voie comme pour conjurer le mauvais sort, l'âme tôt bleuie par le manque d'air (avec notamment Van Gils, Powless, Lutsenko, Stuyven, Turgis, Lazkano, Pidcock, Healy, etc.). Au fil des secteurs, tout s'emballa en nervosité, à la faveur d'une partie de gros bras et de frottages en règle des plus puissantes armadas (Visma, Soudal, Red Bull, UAE), afin de projeter au mieux leurs cadors.

RÉCIT

Tout ne fut que stratégie et placement, les quatre « fantastiques », Pogacar, Evenepoel, Roglic et Vingegaard ayant tout intérêt à être entourés par leurs coéquipiers pour récupérer leurs roues ou même leurs vélos en cas de crevaison ou de problèmes techniques, ce qui arriva à Vingegaard, sur des portions si étroites que les voitures des directeurs sportifs eurent toutes les peines à se frayer une place jusqu'à leurs coureurs. Sur des vélos aux cadres ordinaires, mais avec des sections de pneus légèrement plus larges (30 millimètres), les goulets d'étranglement se transformèrent en cyclo-cross. Nous vîmes de pauvres hères bloqués par la fureur des pentes accumulées, à l'arrêt, pieds à terre, certains courant tels des gamins en panique, poussant leurs machines à la main. Dès le secteur numéro 13, peu après que Wout Van Aert (Visma) eut tenté de placer une accélération, pris en chasse par les UAE en nombre, nous perdîmes de vue Primoz Roglic, isolé à l'arrière, avec le même Van Aert, piégé à son tour. Première grosse alerte.

THOMAS SAMSON/AFP

Le coureur de TotalEnergies s'impose devant Tom Pidcock (au centre), d'Ineos Grenadiers, deuxième, et Derek Gee, de l'équipe Israël-Premier Tech (à droite).

Au prix d'un effort conséquent, l'énorme groupe constitué autour de Roglic rentra sur le « petit » peloton du maillot jaune. Mais le chaos allait bel et bien survenir et, par lui, les organismes s'exténuèrent. Façon puzzle, en mode survie, des casse-cou s'installèrent progressivement dans ces dodelinements anxieux qui signèrent la fragilité haute tension. Beaucoup s'écrasèrent sur leurs machines, faisant craquer leurs articulations, éreintant leurs os lamellaires, martyrisant leurs colonnes vertébrales.

MIRACULEUX STATU QUO AU GÉNÉRAL

À l'heure d'une coupe de pétillant, et d'une première escarmouche de Pogacar, puis d'Evenepoel, qui emmena le Slovène et Vingegaard dans sa roue, les tertres empierrés s'additionnèrent par plein vent et déployèrent leurs ombres comme on jette des maléfices. Combat des chefs surréaliste, avant renoncement. Entre le chemin blanc de Briel-sur-Barse et de Saint-Parres-aux-Tertres (placé à 9 kilomètres de la ligne), tout bascula dans une frénésie tactique. Parti dans un groupe de contre, mais trop tardivement, le Néerlandais Mathieu van der Poel (Alpecin), spécialiste du genre, rendit les armes. À vingt bornes du but, puis dans l'ultime secteur, Pogacar, intenable, remit des coups de manivelle, mais resta marqué au cuissard par Vingegaard. Rescapé des échappés, ce qui constitua un véritable exploit dans ce tourbillon épique, le Français Anthony Turgis (TotalEnergies) vint s'offrir une étape de prestige en dominant dans un minisprint ses compagnons de galère. À Troyes, tous arrivèrent en pièces détachées, esprits en lambeaux, harassés par le labeur d'un jour peu commun, mélange de folies et de tourments… et pourtant soldé par un miraculeux statu quo au général.

Au moment de prendre sa respiration, le chronicœur clôtura ce chapitre référencé en ayant une pensée émue pour le Norvégien André Drege, membre de l'équipe Coop-Repsol, mort après une chute dans une descente, ce samedi, sur la 4e étape du Tour d'Autriche, disputée dans les Alpes. Fauché dans sa jeunesse, le coureur avait 25 ans. « *L'oubli n'est autre chose qu'un palimpseste*, écrivait Victor Hugo. *Qu'un accident survienne, et tous les effacements revivent dans les interlignes de la mémoire étonnée.* » Impitoyable, le cyclisme tue parfois.

JEAN-EMMANUEL DUCOIN

Sûrs de leur force, les Bleus tracent leur route

FOOTBALL Malgré une qualification difficile aux tirs au but face au Portugal en quart de finale de l'Euro, l'équipe de France fait preuve d'une force collective et d'une confiance à toute épreuve.

L'équipe tricolore célèbre sa victoire, vendredi soir, après le tir de Théo Hernandez. STU FORSTER/ GETTY IMAGES VIA AFP

« *Même si on ne fait pas tout parfaitement, on ne lâche rien, et quand il faut faire tourner les choses du bon côté, on a cette capacité.* » Lâchée après la victoire face au Portugal (0-0, 5 tirs au but à 3), vendredi 5 juillet, en quart de finale de l'Euro, cette phrase de Didier Deschamps résume à elle seule la force de cette équipe de France : son mental d'acier. Celui qui incarne le mieux dans le sport français la culture de la gagne a inculqué à son groupe cette confiance et cette haine de la défaite. Les matchs passent, et les Bleus, sans marquer ni proposer un football chatoyant, avancent, faisant fi des critiques.

À commencer par Kylian Mbappé. « *Je l'ai toujours dit avant plein de compétitions, le plus important c'est qu'on gagne ! Les gens pensaient que c'était une boutade, mais maintenant on y est : je n'ai mis qu'un but (sur penalty – NDLR), mais on est en demi-finale et je suis toujours très content* », s'est exclamé le capitaine après le match. Le constat est implacable. Pour la quatrième fois en cinq tournois majeurs depuis 2016, les Bleus sont encore en demi-finale et défieront l'Espagne, mardi 9 juillet, qui s'est hissée dans le dernier carré en écartant l'Allemagne, pays hôte.

Si les quatre premières rencontres du tournoi avaient déjà donné une idée de la force collective de ce groupe, la qualification face au Portugal a encore plus mis en évidence la solidité des joueurs de Didier Deschamps, avec en prime une « victoire » aux tirs au but, un exercice dans lequel les Bleus n'excellent pas. « *On reste confiants, peu importe ce qu'il se passe, même si des fois on se fait taper dessus. On reste calme*, souligne le milieu de terrain Aurélien Tchouaméni. *Peu importe si, individuellement, on fait de mauvaises performances, on sait que le match d'après, c'est juste une nouvelle opportunité. On est en demi-finale malgré tout ce qui s'est dit.* »

Face aux Portugais, les Bleus se sont appuyés sur leur traditionnelle défense de fer, chère à Didier Deschamps, qui n'a toujours pas encaissé le moindre but depuis le début de l'Euro, et un Mike Maignan brillant dans son rôle de dernier rempart. Malgré une possession supérieure à celle des Bleus (60 % contre 40 %), les Lusitaniens n'ont jamais réussi à trouver la faille. « *On a une solidité qui est exemplaire et essentielle dans une compétition*, insiste le sélectionneur. *Quand vous marquez peu de buts, il ne vaut mieux pas en prendre…* »

Une stérilité offensive qui n'a pas l'air de troubler les Bleus, sûrs de leur force. « *On s'en fiche si c'est mérité ou pas, l'important c'est de gagner, évidemment que tout n'est pas parfait* », rétorque Aurélien Tchouaméni. Et d'ajouter avec ironie : « *On est en demi-finale sans marquer, c'est historique !* » Face à la presse, Kylian Mbappé n'a pas dit autre chose : « *Je n'ai pas envie de vous raconter des salades, dans le vestiaire, on ne pensait pas trop au fait qu'on n'avait pas marqué…* » S'il était encore besoin de montrer à quel point les questionnements ou les critiques sur leur inefficacité glissent sur eux, Youssouf Fofana en a rajouté une couche, dimanche, en conférence de presse. « *Personnellement, je m'en fous. Totalement. Parce qu'au final, on est demi-finalistes* », a répondu le milieu monégasque.

> « On est en demi-finale sans marquer, c'est historique ! »
>
> AURÉLIEN TCHOUAMÉNI.

Quand d'autres équipes se montreraient affaiblies par les difficultés rencontrées par leurs leaders, les Bleus, eux, ne flanchent pas. Ni la sortie prématurée en deuxième période d'Antoine Griezmann, ni celle de Kylian Mbappé, méconnaissable, à la mi-temps des prolongations n'ont eu d'impact sur le mental des joueurs en cours de partie ou au moment des tirs au but. À ce titre, la séance face au Portugal, une sélection pourtant rompue à ce type d'exercice, est un modèle du genre. Alors que la France n'avait plus remporté de match aux tirs au but depuis vingt-six ans (quart de finale du Mondial 1998 contre l'Italie) et restait sur trois échecs (finales des Coupes du monde 2006 et 2022, huitième de finale de l'Euro 2021), aucun tireur français n'a tremblé malgré la jeunesse de certains, à l'image de Bradley Barcola (21 ans). « *Il y avait une forme de sérénité* », a raconté Didier Deschamps.

Il semble que la terrible désillusion vécue en décembre 2022 en finale de la Coupe du monde face à l'Argentine de Leo Messi ait, au moins, servi à quelque chose (3-3, 4 tirs au but à 2). « *Ce qui s'est passé contre l'Argentine, ça fait partie de notre histoire*, glisse Aurélien Tchouaméni. *Aujourd'hui, on a surmonté cette épreuve-là. Je pense que ça va donner encore plus de confiance à tout le monde.* » ■

NICOLAS GUILLERMIN

l'Humanité
LUNDI 8 JUILLET 2024.

Quand les corps des femmes entrent en scène

FESTIVAL D'AVIGNON

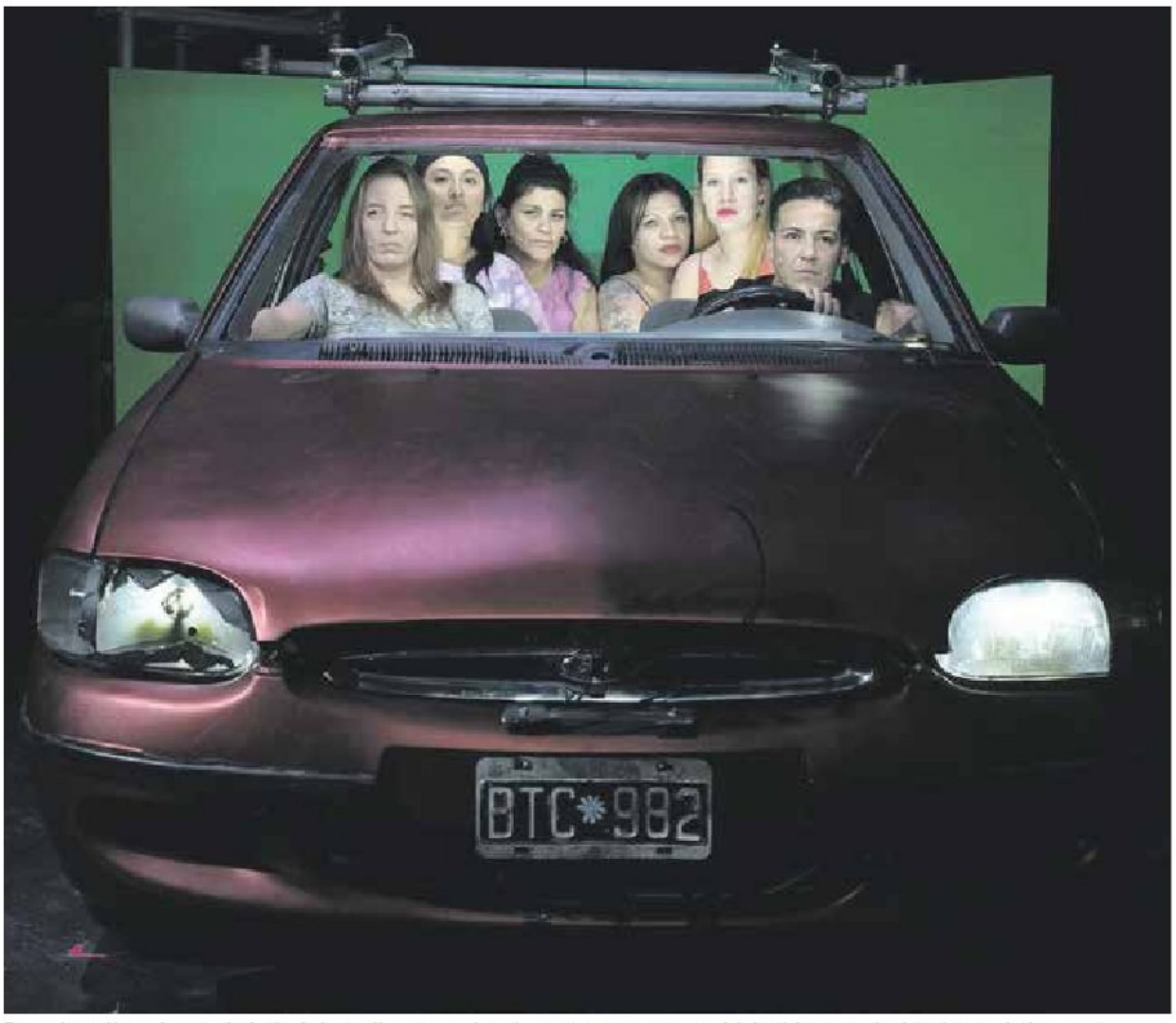
THÉÂTRE L'Argentine Lola Arias et l'Espagnole La Ribot laissent éclater la voix de celles qu'on enferme. En chansons pour la première, dans une danse empêchée pour la seconde.

Avignon (Vaucluse), envoyée spéciale.

À l'heure où nous écrivons ces lignes… Telle est la formule consacrée que nous nous permettons d'user pour évoquer ce compte à rebours sordide, cette sensation vertigineuse de plonger dans l'inconnu. Quelle sera l'ambiance, ce lundi matin, dans les rues d'Avignon ?

Plus que jamais, face aux récits de haine et d'exclusion, face à l'obscurantisme, on éprouve la nécessité de l'art, l'urgence de la beauté pour tous, y compris ceux qui ne vont jamais au théâtre, qui pensent que ce n'est pas pour eux. À partir d'aujourd'hui, il va falloir continuer, plus que jamais, à soutenir les artistes, la liberté de création. Ne pas baisser les bras. Quoi qu'il advienne. Et inventer une suite.

Deux spectacles, portés par deux femmes, témoignent de leur engagement total pour faire entendre des voix dissonantes, des voix non pas de la marge mais marginalisées. Chez Lola Arias, elles sont six, six voix, six corps de femmes, cisgenre, transgenre, bi, lesbiennes, passées par la case prison pour prostitution, vol ou trafic de drogue. Les prisons argentines débordent de cette population stigmatisée par une société où le machisme est présent à tous les étages, dès le plus jeune âge. Elles et il s'appellent Yoseli, Nacho, Estefania, Noelia, Carla et Paula. Elles affichent au compteur pas mal d'années de prison mais préfèrent égrener le nombre de jours à l'air libre, le nombre de nuits à pouvoir enfin compter les étoiles, comme un défi à cette société rétrograde où l'arrestation de la communauté LGBTQI+ semble être l'activité favorite de la police de Buenos Aires.



Dans *Los días afuera*, de Lola Arias, elles sont six, cisgenre, transgenre, bi, lesbiennes, à témoigner de leur parcours de vie, avec un passage par la case prison. EUGENIA KAIS

L'ART EST PLUS QU'UNE PORTE DE SORTIE

Los días afuera, « les jours dehors », témoigne de leur parcours de vie. Elles arrivent crânement devant le rideau rouge, en tenue de soirée. Malgré les stigmates d'une vie éprouvante, elles sont fières, belles et rebelles. Leurs témoignages sont bruts de décoffrage. Elles vont alterner monologues, chants et danse dans un spectacle joyeux qui tient de la comédie musicale, du cabaret, du music-hall. En prison, elles ont tenu bon, certaines ont fait des études. Lola Arias les avait déjà filmé·es dans *Reas* – selon la locution latine « en cas de doute », mais qui, en argot, signifie femme folle, incontrôlable.

Sur scène, elles ne sont pas là pour se plaindre ou faire pleurer Margot. Elles grimpent sur les échafaudages, en redescendent le long d'une barre de voguing. Ce sont des battantes, des combattantes et l'art, soudain, est plus qu'une porte de sortie. Il devient utile pour elles, pour nous, pour retisser des liens de sororité et de fraternité. Leur courage n'a d'égal que leur désir de vivre dans un monde plus juste, un monde qui ne laisse pas sur le bord de la route les pauvres, les Noirs, les Arabes, les homos, les trans… Alors avec elles, on danse sur des airs de cumbia ou de reggaeton jusqu'à en avoir le tournis.

Changement de décor avec la performance époustouflante de la chorégraphe et danseuse espagnole La Ribot. Changement de décor mais pas de thématique. Autour de la figure de Juana la Loca, Jeanne la Folle (1479-1555), fille d'Isabelle la Catholique et de Ferdinand d'Aragon, épouse (et veuve) de Philippe le Beau, mère de Charles Quint, La Ribot, dans une performance venue des tréfonds de cette Espagne catholique, apostolique et romaine, évoque la mise à l'isolement de Jeanne dans *Juana ficcion*. Écartée du pouvoir par son père et son fils, assignée à résidence à Tordesillas, un bourg non loin de Valladolid, en 1509, diagnostiquée « folle », Juana vivra recluse avec pour seule échappatoire la musique. Fine lettrée, aimant la poésie et la musique, elle ne sortira jamais de sa prison dorée.

La performance de La Ribot détonne par sa radicalité. Son corps va tracer des gestes aussitôt empêchés. Montée sur un tabouret, elle va tourner, comme ces ballerines enfermées dans des boîtes à musique et qui se mettent à danser à peine la boîte entrouverte. Autour d'elle, sous la direction musicale envoûtante d'Asier Puga, l'orchestre de chambre de Saragosse et un chœur polyphonique vont jouer une partition baroque estampillée Ircam.

Dans le cloître des Célestins uniquement éclairé par le jour déclinant, entre chien et loup, le danseur Juan Loriente s'apprête à ensevelir le corps épuisé de la reine, peignant en noir sa sépulture. Au-dessus de nous, les corbeaux croassent. À mi-parcours de ce cérémonial, on regardera Juana sur nos smartphones, gros plan sur un corps traversé de soubresauts. C'est un geste artistique d'une audace folle qui revendique l'impossibilité de danser quand les corps et l'esprit sont enfermés, empêchés. La Ribot signe là une performance bouleversante. ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

Los días afuera, à l'Opéra Grand Avignon, 18 heures.
Juana ficcion, au Cloître des Célestins, 21 heures.
Rens. : 04 90 14 14 14 ; festival-avignon.com

L'ombre de la mort plane sur la maison vendue

THÉÂTRE Avec *Une pièce sous influence*, la compagnie la Cohue se livre à un étonnant jeu de massacre aussi drôle que poignant dans les marges d'une folie ordinaire.

Envoyé spécial.

Le petit chat est mort. Oui, mais c'était un chat sauvage. Ces deux affirmations ne résument pas *Une pièce sous influence*, mais au moins elles donnent un peu la tonalité de cet objet théâtral indéfini et savoureux. Le texte de Martin Legros, qu'il met en scène avec Sophie Lebrun, est à la fois surréaliste, déglingué, hautement comique, sentimental, touchant, irréel…

Sur la scène, les deux comédiens sont rejoints par trois autres compères, Inès Camesella, Baptiste Legros et Nicolas Tritschler. Ce dernier joue sa musique en direct. Dans un décor abracadabrant constitué d'une batterie, d'un piano, d'un énorme tas de confettis ou encore d'un lustre bourgeois échoué au sol, les premiers dialogues entre deux personnages, un chevalier et une mariée morte, une hache enfoncée dans le crâne, quittent très vite les chemins du sens commun.

Un peu plus tard, il en sera de même avec l'arrivée de Batman. Mais c'est carnaval, nous dit-on. C'est la fête, et l'on boit. Beaucoup. Et l'on crie. Et l'on pleure. Anna, le personnage central, est une jeune femme que l'on imagine d'abord un peu demeurée. Avec son mari, elle vient de vendre leur maison à Batman et à sa femme, invités à prendre un verre la veille de la signature officielle chez le notaire.

Dialogues entre un chevalier et une mariée morte. VIRGINIE MEIGNÉ

UNE SIMPLE FAUTE DE GOÛT

On pourrait se contenter de rire des quiproquos et autres approximations que les quatre personnages développent avec un plaisir évident. Mais très vite, il nous est expliqué, comme une simple faute de goût, que la mère d'Anna a déposé *« des fleurs en plastique »* sur la tombe de la petite fille des deux parents vendeurs de la maison.

Une pièce sous influence prend alors une autre direction. La pression augmente sur le plateau mais aussi dans la salle, plus ou moins directement interpellée. Mais le drame est offert en partage. Entre deux éclats de rire. *« On tente de créer une théâtralité efficace mais toujours avec l'intention de la détruire »*, explique la compagnie la Cohue. Et c'est cette fois encore une incontestable réussite. ■

GÉRALD ROSSI

Au 11, à 10 heures. Rens. :
04 84 51 20 10 ; www.11avignon.com

Yann Andréa raconte sa vie (avec Duras)

THÉÂTRE Julien Derivaz incarne avec sensibilité celui qui a partagé les dernières années de la vie de l'écrivaine.

Envoyé spécial.

Il était une fois Yann Andréa, formidable personnage de roman. Héros de fiction parfait. Sauf que l'homme a réellement existé, et qu'il a vécu la passion de sa vie dans l'ombre et la lumière d'une écrivaine hors du commun, Marguerite Duras. Andréa ignorait jusqu'à l'existence de l'autrice de *l'Amant*, *Moderato cantabile*, ou *Hiroshima mon amour*, quand il a découvert *les Petits Chevaux de Tarquinia*, paru en 1953. Il a alors écrit à M. D. (des initiales qu'elle a souvent utilisées), et leur relation démarra ainsi, par missives interposées ; avec une rencontre réelle des années plus tard. Plus de trente ans les séparaient. Du jour au lendemain, l'ancien étudiant en philo est devenu l'amant de l'écrivaine, mais aussi son chauffeur, son secrétaire, son confident, son « souffre-douleurs »…

Dans *Je voudrais parler de Duras*, paru en 2016, deux ans après la disparition de Marguerite, Yann raconte avec délicatesse cette relation. Lui le jeune homme timide, attiré par les hommes, a été emporté par une vague littéraire et affective.

Le personnage a séduit Julien Derivaz, du collectif Bajour. En compagnie de Katell Daunis, il signe sous le même titre l'adaptation et la mise en scène. Sur le plateau, il est Yann. Sans artifice, presque pas de décor. Par sa présence, ce sont ces années qui défilent, de la rencontre, jusqu'à la mort de Duras, seize ans plus tard. Rien de superficiel ici, mais une histoire sensible. Un hommage à la passion dévorante d'une écriture singulière. Et un encouragement à lire et relire M. D. ■ **G. R.**

À la Manufacture, à 12 heures.
Rens. : lamanufacture.org

THÉÂTRE À la recherche de l'identité

Inspirés par André et Simone Schwarz-Bart, de jeunes comédiens font avec détermination leur premier festival. La pièce *Monstres* est d'abord, en 2022, un spectacle écrit par Élisa Sitbon Kendall pour une présentation de fin d'année au cours Florent. Quelques séances publiques sont données, puis naît une nouvelle version, que l'autrice met en scène avec la complicité de Gaïl-Ann Willig. Avec une nouvelle équipe de comédiens : Kerwan Normant, Olenka Ilunga, Jacques-Joël Delgado, Bonnie Charlès. Leur jeunesse, leur enthousiasme sont réjouissants, en dépit de quelques maladresses qui se gommeront au fil du temps. *Monstres* raconte l'aventure de quelques acteurs qui montent une pièce, inspirée par l'œuvre d'André et Simone Schwarz-Bart. Elle, Guadeloupéenne marquée par l'esclavage, et lui, dont la famille a été exterminée dans les camps nazis. Les questions d'identité comme de domination structurent cette première pièce. ■ **G. R.**

À la Factory (salle Tomasi), 17 h 35. Rens. : 09 74 74 64 90.

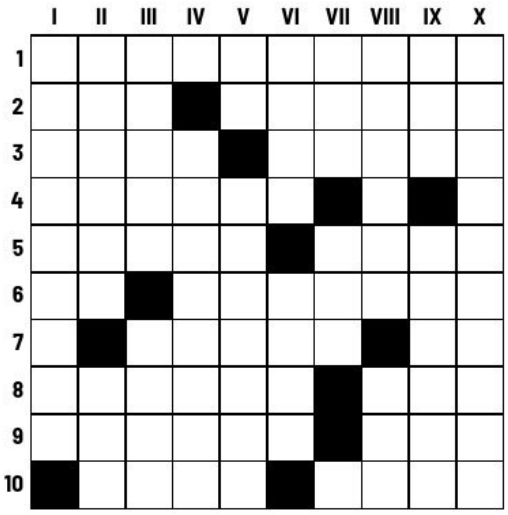
Carnet

André Hediger est décédé le 2 juillet à l'âge de 83 ans. L'ancien secrétaire national du Parti suisse du travail (PST) est né le 28 avril 1941 en France, à Pontoise, d'une mère alsacienne tuée dans les bombardements quand il avait 6 mois et d'un père suisse. André s'installe à Genève (Suisse) en 1954. Ouvrier métallurgiste, il milite dès 1956 à la Fédération des ouvriers de la métallurgie et de l'horlogerie. En 1959, il adhère au PST. Député au parlement du canton de Genève de 2001 à 2005, conseiller municipal de Genève en 1967, élu au conseil administratif de la ville en 1987 à 2007, il sera maire cinq fois (mandat d'un an). Il a œuvré pour le développement du sport pour toutes et tous. Le PST a salué *« un militant engagé pour la justice sociale, un magistrat proche de ses administrés et de la population, fidèle à la classe ouvrière »*. La cérémonie d'adieu aura lieu mardi 9 juillet, à 14 h 45, à la chapelle des Rois, au cimetière des Rois, à Genève.

Michel Hubaut est décédé le 2 juillet à l'âge de 79 ans. Ancien agent EDF, militant de la FNME-CGT, il était secrétaire de la section du PCF de Wattrelos (Nord). Ses obsèques ont lieu ce 8 juillet, à 14 h 15, au crématorium de Wattrelos.

***L'Humanité* présente ses condoléances aux familles et aux proches.**

MOTS CROISÉS N°23 979 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT

1. Ardent défenseur de l'environnement. **2.** Ce qu'il y a de meilleur. Contremaîtres d'un atelier typographique. **3.** Plus nuisible. Charges de baudets. **4.** Singes aux mains sans pouce. **5.** Générateur d'ondes. Fondateur de l'Oratoire à Rome. **6.** Sur-Tille. Embouche. **7.** Respire bruyamment sous l'effort. Brome. **8.** Pagayant. Écrivain espagnol. **9.** Femme d'une vertu exemplaire. Prescription obligatoire. **10.** Pièges. Résineux.

VERTICALEMENT

I. Rameurs du dernier rang sur une galère. **II.** Enivras. Rivière suisse. **III.** Argiles friables utilisés comme colorants. Camarade de jeu. **IV.** Si vous commencez à le voir rose il faut sans plus attendre cesser de boire. **V.** Opus. Vagabonds. **VI.** Bien potelé. Pilier d'encoignure. **VII.** Atome. Réfute. **VIII.** Évaluer le volume du bois. Une levée aux cartes. **IX.** Petit socle pour une balle de golf. Déchet de ferraille. **X.** Époussetterais.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT 1. Écologiste. **2.** Suc. Protes. **3.** Pire. Ânees. **4.** Ateles. **5.** Laser. Neri. **6.** Is. Prairie. **7.** Ahane. Br. **8.** Ramant. Pla. **9.** Sainte. Loi. **10.** Rets. Pins.
VERTICALEMENT. I. Espaliers. **II.** Cuitas. Aar. **III.** Ocres. Amie. **IV.** Éléphant. **V.** Op. Errants. **VI.** Gras. Ante. **VII.** Ion. Nie. **VIII.** Stérer. Pli. **IX.** Tee. Ribion. **X.** Essuierais.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil. Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux
SAS Fond d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 4 juillet 2024 36 477 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60% ou 100 % de fibres recyclées – IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.

le hors-série *Une histoire populaire des jeux Olympiques* au prix de 9,90 € + 3 € de frais de port**, soit 12,90 € x ____ exemplaire(s) = ____ €

Total de ma commande ____ €

PRÉNOM
NOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL
TÉLÉPHONE
E-MAIL

* Délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

Le hors-série *Les clés pour combattre l'extrême droite* au prix de 4,90 € + 3 € de frais de port**, soit 7,90 € x ____ exemplaire(s) = ____ €

Total de ma commande : ____ €

PRÉNOM
NOM
ADRESSE
VILLE
CODE POSTAL
TÉLÉPHONE
E-MAIL

* Délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN

l'Humanité magazine Humanité.fr

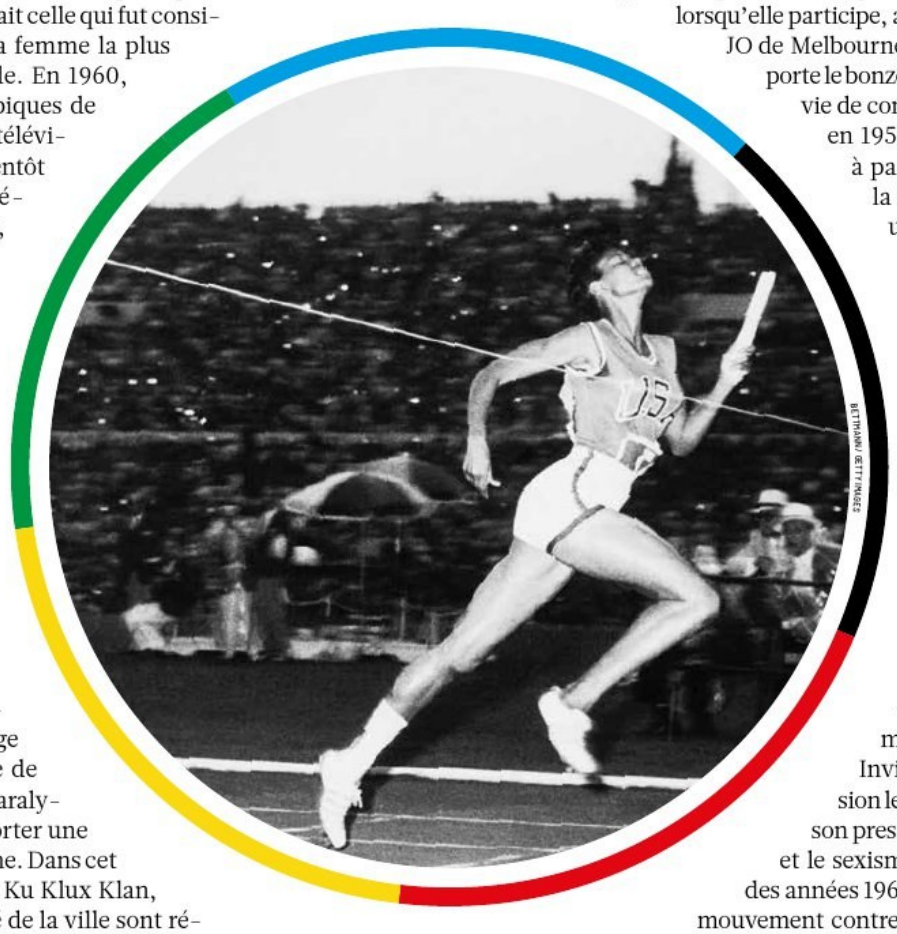
Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

Pour la première fois, les JOP de Paris sont paritaires.
Portraits de sportives qui ont marqué l'histoire de leur empreinte.

Wilma Rudolph, la force de la volonté

En 1960, l'Américaine remporte trois médailles d'or aux JO de Rome et devient la femme la plus rapide au monde. Elle mettra sa notoriété au service du combat contre le racisme et le sexisme.

Ne jamais rien céder à l'adversité pourrait être la devise de Wilma Rudolph. *« "Je ne peux pas", sont des mots qui n'ont jamais fait partie de mon vocabulaire. Je crois en moi plus que tout au monde »*, résumait celle qui fut considérée comme la femme la plus rapide au monde. En 1960, aux jeux Olympiques de Rome, les premiers à être diffusés à la télévision, la Gazelle noire, comme on va bientôt l'appeler, remporte tout. Trois médailles d'or dans les courses reines, 100 mètres, 200 mètres et le relais 4x100 mètres, dans lequel sa détermination permet aux Américaines, pourtant mal parties, d'emporter la première place face à l'équipe allemande. Devant un stade qui l'acclame, Wilma devient une star mondiale.



Quel chemin parcouru pour la petite fille d'une famille pauvre et noire, née en 1940 à Clarksville dans le Tennessee, au cœur du Sud ségrégationniste. Née prématurée, 20e des 22 enfants de son père, elle contracte de nombreuses maladies infantiles (pneumonie, scarlatine, rougeole). À l'âge de 5 ans, une attaque de poliomyélite la laisse paralysée et la contraint à porter une attelle à la jambe gauche. Dans cet État qui a vu naître le Ku Klux Klan, les structures de santé de la ville sont réservées aux Blancs. Mais sa mère refuse de baisser les bras. Deux fois par semaine, elle entreprend le trajet de plus de 50 kilomètres jusqu'à l'hôpital de Nashville pour que sa fille puisse bénéficier de soins. Elle y apprend aussi à lui prodiguer des massages et enrôle les frères et sœurs, qui se relaient quatre fois par jour pour masser la malade.

Son credo: «Ne sous-estimez jamais le pouvoir des rêves. De ce point de vue, nous sommes tous les mêmes.»

La petite Wilma s'accroche à cette volonté maternelle et s'appuie sur cette famille unie et aimante. *« Mon docteur m'a dit que je ne pourrai plus jamais marcher. Ma mère m'a dit que je le pourrai. J'ai cru ma mère »*, résumera-t-elle dans son autobiographie. À 11 ans, déjouant tous les pronostics, elle marche à nouveau. Un an après, Wilma en est déjà à *« défier tous les garçons du quartier à la course, au saut et à tout »*. Mais cela ne lui suffit pas. Grâce à l'intervention de son père, qui réussit à vaincre l'hostilité des entraîneurs, elle rejoint sa sœur dans l'équipe de basket de leur école. Très vite, elle y excelle. Son entraîneur la surnomme « Moustique », en référence à sa vitesse et à sa petite taille. Ce qui va faire basculer sa vie vers la course, c'est sa rencontre avec Ed Temple. Dans ces années 1950 où les femmes ne comptent pas pour grand-chose et les femmes noires encore moins, Ed a l'idée de créer une équipe féminine de course à pied au sein de l'université d'État du Tennessee. Il pioche des recrues parmi les basketteuses, et Wilma l'impressionne tant qu'il l'invite à se joindre au programme d'entraînement estival qu'il organise. Pendant deux ans, elle va continuer, parallèlement au lycée, à s'entraîner sous sa supervision avec les Tigerbelles, un groupe d'athlètes féminines légèrement plus âgées et expérimentées qu'elle. En 1956, elle n'a que 16 ans lorsqu'elle participe, avec elles, au 4x100 mètres des JO de Melbourne, en Australie. L'équipe remporte le bronze. De quoi donner à Wilma l'envie de conquérir l'or et de lui permettre, en 1958, de devenir une Tigerbelles à part entière, Ed ayant choisi de la garder dans l'équipe malgré une première grossesse. L'équipe va marquer le sport féminin. Aux Jeux de Rome, elles remportent 23 médailles, dont les trois plus prestigieuses par Wilma.

Mais pour la jeune athlète, le combat n'est pas que dans les stades. Quand elle rentre de Rome, le gouverneur Buford Ellington prévoit d'interdire aux Noirs les festivités organisées en son honneur. Wilma refuse d'y participer et obtient que la fête et le banquet deviennent le premier événement inter-racial de Clarksville. Invitée sur les plateaux de télévision les plus populaires, elle se sert de son prestige pour combattre le racisme et le sexisme prégnants dans l'Amérique des années 1960. En 1963, sa participation au mouvement contre un des restaurants de la ville qui continue à refuser de servir des Noirs – y compris la triple championne – va contribuer à attirer l'attention des médias nationaux sur l'ampleur de la ségrégation qui sévit dans le Sud. Wilma Rudolph dédie surtout sa vie aux jeunes générations de femmes noires américaines. Elle pour qui étudier a toujours été une priorité devient enseignante. Elle reste en parallèle entraîneuse et s'engage dans de nombreuses fondations pour le développement du sport féminin. Décédée d'un cancer de la gorge en 1994, Wilma fut un modèle pour des générations de sportives noires, à qui elle a transmis son credo. *« Ne sous-estimez jamais le pouvoir des rêves et la force de l'esprit humain. De ce point de vue, nous sommes tous les mêmes. En chacun de nous se trouve le potentiel pour l'excellence. »* ■

CAMILLE BAUER

Demain **Les ouvrières de Nichibo**
Retrouvez les épisodes précédents sur **www.humanite.fr**

— ÉDITORIAL —

Tout commence!

La République a touché l'écume de la vague brune, mais a évité d'être emportée par sa houle. Mieux, dans la dernière ligne droite, c'est le Nouveau Front populaire qui a pris la vague pour passer devant. L'extrême droite qui rêvait d'avoir les mains entièrement libres pour honnir, faire taire, trier, hiérarchiser, condamner ou expulser est battue. C'est un soulagement pour les étrangers, femmes, syndicalistes, communistes, homosexuels, binationaux, écologistes, transgenres, socialistes, insoumis, sans-papiers, pauvres, gens du voyage, handicapés, chômeurs qui sont les cibles privilégiées de ce courant réactionnaire. Comme nos compatriotes croyants, juifs et musulmans, si souvent stigmatisés, pointés du doigt à tour de rôle par cette extrême droite qui les déteste en réalité de la même façon.

L'extrême droite qui rêve d'une nation ethnique fantasmée vient de prendre un nouveau barrage par une nation politique, debout pour refuser de céder à ses sirènes et d'abandonner notre devise républicaine, Liberté, Égalité, Fraternité, pour une conception rance autour du triptyque « Travail, famille, patrie ». Le peuple, qui a largement participé à ce scrutin pour la deuxième fois en une semaine, a rejeté le scénario macabre élaboré par le président Macron.

Élu par deux fois pour faire obstacle à Marine Le Pen, il disait en 2022 que *« ce vote l'obligeait »*, mais dès le lendemain, il mit en chantier la réforme des retraites pour répondre aux injonctions du capital dont le projet est d'en finir avec les conquis sociaux arrachés de hautes luttes ouvrières tout au long du XXe siècle. Le capital veut reprendre tout ce qu'il a dû céder dans un rapport de force : salaires, retraites, protection sociale. Ce même capital s'est réjoui de la dissolution car, pour aller plus loin dans la suraccumulation des richesses tout en épuisant le vivant et la nature, il lui fallait un nouveau virage libéral et autoritaire. Il voulait passer un cap sécuritaire dans une société d'ordre où règne la peur et où chaque contestation est étouffée dans l'œuf. Puisque le président apparaît essoufflé après un septennat, le capital rêvait de Bardella, comme le capital italien s'est blotti dans les bras de Meloni pour poursuivre son œuvre destructrice.

L'URGENCE D'UNE NOUVELLE RÉPUBLIQUE

La gauche, qui arrive devant, est face à une immense responsabilité. Elle doit regarder lucidement ce résultat, et aurait tort d'oublier trop rapidement que l'extrême droite continue de progresser avec célérité.

L'extrême droite nourrit les haines et les rancœurs sur fond de misère et de colère sociales, de peur du déclassement dans des territoires où la République recule en même temps que les services publics. Elle nourrit le peuple de théories fumeuses et complotistes comme celle du grand remplacement, trompe celles et ceux qui refusent ce système économique et politique en faisant mine de se placer à leurs côtés pour, en réalité, le verrouiller. Elle progresse sur les fractures de la société, sur la peur de l'autre, du voisin, de l'étranger qu'on « voit à la télévision » sans le connaître. Voici le ferment de ce qu'il convient de nommer le racisme. Et la gauche est maintenant au pied du mur et devra s'y attaquer, en recousant les plaies béantes d'une France à deux vitesses, qui ne se parle plus, ne se comprend plus, entre le centre des bourgs et le haut des tours ; une France en panne de projet, de rêve et d'espoir.

JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

FABIEN GAY
DIRECTEUR DE *L'HUMANITÉ*

Heureusement, une nouvelle fois, le rassemblement des forces de gauche et de l'écologie dans le Nouveau Front populaire et le barrage républicain du second tour ont permis de faire refluer la vague. Mais nous sentons bien que le coup n'est pas passé loin, et cela peut-être pour la dernière fois. Surtout si le président réfléchit à une énième « combinazione » politique, à une alliance des contraires qui poursuivrait sa politique et conduirait à tous nous entraîner dans sa chute en renforçant le récit de l'extrême droite.

Le gouvernement qui sera composé devra respecter la victoire surprise de la gauche, et donc son programme. Le scénario où tout le système politique s'allie sur fond d'austérité pour gérer les affaires courantes serait un nouveau marchepied pour l'extrême droite. Le RN rêve d'ailleurs de mettre dans le même sac, pêle-mêle, tous les partis politiques, les syndicats, le Conseil constitutionnel, le Sénat, afin, s'il parvient au pouvoir, de mieux les abattre avec l'assentiment populaire.

> La gauche est face à une immense responsabilité. Elle doit regarder lucidement ce résultat.

En plus d'avoir aggravé les multiples crises sociales et écologiques, le président est comptable de l'accélération, ces dernières semaines, de la décomposition et de la recomposition politique, sur fond de médiocrité intellectuelle, de non-confrontation des idées et, pire, d'inversion des valeurs. On se rappellera longtemps des caciques de la Macronie qui ont tiré un trait d'égalité entre les forces de progrès et celle de l'extrême droite raciste, quelques mois après la panthéonisation de Missak et Mélinée Manouchian. À leur défaite politique, ils ajoutent donc le déshonneur qui les marquera à jamais.

Les communistes, opposés depuis toujours à la Ve République et à l'hyper-présidentialisation de la vie politique, doivent, avec d'autres, porter l'urgence d'une nouvelle République pour la bâtir véritablement sociale, démocratique, laïque, féministe et écologique. Il faudra à terme convoquer une Constituante, pour donner de nouveaux pouvoirs et droits aux citoyens, aux salariés, aux usagers dans la cité, l'entreprise et les services publics, pour permettre aux élus locaux de disposer de moyens nécessaires pour l'action publique de proximité et pour donner enfin le droit de vote aux résidents étrangers qui en sont privés depuis toujours. La nouvelle République devra être inclusive ou ne sera pas.

Mais l'urgence, c'est que les forces de gauche et de l'écologie se mettent en ordre de bataille pour gouverner. Le risque est trop grand que Le Pen, Bardella et consorts n'aient plus, la prochaine fois, qu'à se baisser pour ramasser une République à terre.

Ce soir n'est pas une fin, c'est le début d'un combat, qui doit s'envisager sur le long terme. Tout commence ! Il faut inventer un nouveau récit, créer un nouvel espoir dans une France fracturée et en colère, inquiète. Avant toute chose, la gauche doit s'appuyer sur sa victoire électorale pour reprendre la bataille idéologique et culturelle.

« SALAIRES, CLIMAT, PAIX »

L'extrême droite a bien compris l'importance de cette bataille, elle qui, depuis sa défaite en 2002, a poursuivi une stratégie de dédiabolisation puis de banalisation avant de se normaliser et de s'imposer au centre du débat avec ses thématiques. Elle a investi dans le numérique et les réseaux sociaux en distillant fake news, idées rances et xénophobes, bien accompagnée en cela par des influenceurs et par des groupes médiatiques bollorisés surpuissants.

Il est donc urgent de regagner cette bataille d'idées. « Salaires, climat, paix » doivent à nouveau s'imposer dans le débat, de l'Assemblée nationale aux plateaux de télé, et surtout partout sur le territoire. Il faut que nos organisations se déploient, recréent du lien, des lieux d'échanges et de confrontations, mais aussi d'actions pour changer du local à l'international.

Il faut réimposer dans le débat politique et public des idées dont certaines sont déjà majoritaires chez les citoyens, pour donner des moyens à nos services publics et en priorité l'école, mais aussi autour du partage du pouvoir, des savoirs et des richesses, dans un pays où le capital peut utiliser sans contrainte les 200 milliards d'aides publiques, mais où les privés d'emplois sont mis au pilori quand il s'agit de faire respecter leurs droits. La lutte contre la grande pauvreté, la précarité et le réchauffement climatique sont les grandes causes du XXIe siècle et l'argent nécessaire est disponible pour y répondre. Enfin, la paix partout dans le monde, en Ukraine comme à Gaza, doit être portée par la France pour répondre aux désordres mondiaux.

L'Humanité, journal à l'histoire longue de 120 ans, va y consacrer toutes ses forces dans les prochains mois. Nous voulons être utiles, à notre place, en n'étant pas simplement des spectateurs ou des commentateurs mais des acteurs de cette révolution des idées pour regagner le cœur et les esprits de tout un peuple. Nous allons continuer à nous réinventer, à investir le numérique et à nous redéployer sur l'ensemble du territoire. Pour accompagner ces changements, nous aurons besoin de vous, comme vous, vous avez besoin de nous. Nous donnons déjà rendez-vous à toutes celles et tous ceux qui veulent faire réussir le Nouveau Front populaire et passer à la contre-offensive idéologique à la Fête de l'Humanité, les 13, 14 et 15 septembre prochains.